



LES REGIMES MATRIMONIAUX

EN POLOGNE ET EN FRANCE

A jour au 1^{er} janvier 2016

TABLE DES MATIERES

Partie I : les régimes matrimoniaux en France

Section 1 : en langue française

- a) le régime primaire : les règles communes à tous les mariages
- b) le changement de régime matrimonial
- c) le contrat de mariage et aménagements
- d) la convention franco-polonaise du 05 mars 1967

Section 2 : en langue polonaise

- a) le régime primaire : les règles communes à tous les mariages
- b) le changement de régime matrimonial
- c) le contrat de mariage et aménagements
- d) la convention franco-polonaise du 05 mars 1967

Partie II : les régimes matrimoniaux en Pologne

Section 1 : en langue française

- a) le régime primaire
- b) les régimes patrimoniaux
- c) changement de régime matrimonial
- d) les contrats de mariage
- e) le divorce
- f) les mariages franco-polonais : questions patrimoniales, règles conventionnelles ;
les mariages franco-polonais : questions patrimoniales régies par la loi polonaise

Section 2 : en langue polonaise

- a) le régime primaire
- b) les régimes patrimoniaux
- c) changement de régime matrimonial
- d) les contrats de mariage
- e) le divorce
- f) les mariages franco-polonais : questions patrimoniales, règles conventionnelles ;
les mariages franco-polonais : questions patrimoniales régies par la loi polonaise

PARTIE I : LES REGIMES MATRIMONIAUX EN FRANCE

Section 1 : en langue française

- a) le régime primaire : les règles communes à tous les mariages
- b) le changement de régime matrimonial
- c) le contrat de mariage et aménagements
- d) la convention franco-polonaise du 05 mars 1967

LE REGIME PRIMAIRE : LES REGLES COMMUNES A TOUS LES MARIAGES

En matière de régime matrimonial, il est important de retenir les obligations entre époux et celles des époux vis-à-vis des tiers ; instituées par les articles 203 à 226 du Code civil.

En effet, quel que soit leur régime matrimonial (article 226) c'est-à-dire avec ou sans contrat de mariage, les époux ont toujours les mêmes obligations ; c'est ce qui est appelé le régime primaire.

Le statut commun aux couples mariés.

Entretenir la famille

Les articles 203 à 211 et 213 régissent principalement les obligations de nourrir, entretenir et élever les enfants du couple. Toutefois, l'enfant n'a aucun droit pour exiger une dot et réciproquement les enfants doivent aliment à leurs parents et ascendants dans le besoin. Cette obligation s'étend aux gendres et brus envers leurs beaux-parents ce qui sera le cas pour les couples dits « recomposés ».

Dans tous les cas, le Juge appréciera en fonction du patrimoine et des revenus de chacun pour fixer la pension alimentaire et pourra la réviser en fonction des changements de situation.

Le vivre ensemble

Les époux se doivent mutuellement respect, fidélité, secours et assistance (art 212). Il est important de noter la réciprocité de ses obligations. Le non-respect de ces règles pourra servir de cause de divorce.

Le respect et la fidélité sont des aspects moraux nécessaires ; aucune sanction sauf à postériori. L'assistance est une aide à la fois morale et matérielle entre époux. Le devoir de secours persiste au-delà du mariage en cas notamment de divorce.

Les époux contribuent aux charges du mariage à proportion de leur faculté (art 214). Cette disposition reste supplétive et peut être aménagée par un contrat de mariage. Cette obligation ne disparaît pas en cas de séparation de fait mais elle peut être refusée à l'époux qui entretient une liaison adultérine. La contribution n'est pas forcément pécuniaire et peut résulter de règlement en nature (mise à disposition d'un bien personnel ou aide professionnelle).

La protection du domicile conjugal

L'article 215 est un article essentiel puisqu'il concerne la résidence de la famille et rappelle que les époux s'obligent à une communauté de vie. Il ne s'agit pas de cohabitation matérielle seulement. Il s'agit d'une communauté affective et intellectuelle. Les époux peuvent avoir chacun un domicile distinct. Le juge peut prononcer une résidence séparée à la demande des époux.

Toutefois, la résidence de la famille est un lieu choisi par les époux. Il s'agit d'un logement commun où les époux ont accès réciproquement et où se déroule la vie familiale habituelle. Par conséquent, l'article 215 instaure une protection très forte du logement de la famille puisqu'un époux ne peut ni vendre, ni louer le mobilier et le domicile de la famille, sans le consentement de l'autre époux à peine de nullité. Par extension, il ne pourra pas consentir seul un compromis de vente ou une hypothèque. Il s'agit d'une cogestion. Elle n'est réservée qu'à la résidence de la famille et par suite ne s'applique pas à la résidence secondaire.

Un époux ne pourra pas invoquer la seule propriété du logement de la famille ; il s'agit d'un véritable droit de veto. Par contre, l'époux peut prévoir par testament de léguer l'ancien logement de la famille puisqu'après la mort le mariage est dissous.

En cas de séparation ou de crise, le logement de la famille reste la dernière demeure commune.

Par contre la protection de l'article 215 s'éteint avec le divorce.

Cette réglementation protectrice de la famille n'existe pas malheureusement en POLOGNE.

L'indépendance dans le couple et l'assistance

Les articles 216 à 219 rappellent que les époux ont la pleine capacité mais que leur pouvoir peut être limité par le mariage.

En cas d'incapacité physique ou de refus injustifié, le juge peut autoriser un époux à passer seul un acte qui aurait nécessité l'accord de l'autre comme par exemple vendre le logement de la famille alors qu'un époux est dans le coma ou atteint de la maladie d'Alzheimer par exemple (art 217). Le juge peut aussi habilitier un époux de manière générale si son conjoint ne peut plus donner son consentement.

Les époux peuvent se donner également pouvoir (218).

La solidarité dans certaines dettes

Les époux pouvant passer seul des contrats, l'article 220 prévoit toutefois une solidarité des époux pour les dettes liés à l'entretien de la famille ou l'éducation des enfants, à condition que les dépenses ne soient pas excessives ou inutiles. Par exemple l'achat d'un réfrigérateur neuf pour remplacer un autre hors d'usage entraînera la solidarité. Par contre l'achat d'un bateau de plaisance n'est pas couvert par l'autre époux.

Les prêts à la consommation obligent les deux époux si la cause du prêt est liée au besoin de la famille et reste modeste.

L'autonomie contractuelle

En principe chaque époux est autonome. Il peut travailler sans demander l'autorisation de l'autre époux (art 223) et percevoir un salaire ou des gains et en disposer librement. Il pourra les utiliser seul ou les mettre sur son compte bancaire.

Toutefois sur demande de l'autre époux, le juge peut bloquer un époux trop prodigue ou dépensier ou qui mettrait en périls les intérêts de la famille (art 220-1). Certaines interdictions peuvent être publiées sur des registres comme celui de la publicité foncière.

Chaque époux peut ouvrir un compte bancaire (art 221).

Chaque époux peut vendre, administrer ses biens personnels (art 225-1). Chaque époux peut vendre un bien meuble sans avoir à justifier au tiers l'accord de l'autre époux. Toutefois, il appartient aux tiers d'être vigilant pour les meubles garnissant un logement ou pour les biens dont la nature fait présumer la propriété de l'autre conjoint (vêtements, outil de travail, objet marqué avec le nom).

En résumé le régime primaire tend à la fois à respecter la personnalité des époux tout en conservant un minimum de patrimoine commun dans l'intérêt de la famille.

LE CHANGEMENT DE REGIME MATRIMONIAL

Le régime matrimonial est l'ensemble des règles applicables aux relations financières entre les époux. Mais, le régime matrimonial n'est pas figé au cours du mariage. Les époux peuvent changer de régime matrimonial pour diverses raisons et passer d'un régime séparatiste à un régime communautaire, passer d'un régime communautaire à un régime séparatiste ou simplement modifier ou adapter une ou plusieurs clauses de leur régime existant.

Une nouvelle loi, applicable depuis le 1^{er} janvier 2007, a réformé profondément la procédure de changement de régime matrimonial. Désormais, le changement de régime matrimonial est facilité. L'homologation judiciaire d'un acte de changement de régime matrimonial reçu par un notaire devient l'exception et n'est plus nécessaire que lorsque les époux ont des enfants mineurs ou si des enfants majeurs ou des créanciers font opposition.

I – les conditions du changement de régime matrimonial

Un délai de 2 ans et une convention notariée

La faculté de changement de régime ne peut être exercée qu'après deux ans d'application du régime existant. Le point de départ du délai est la date de célébration du mariage. La volonté du législateur est d'éviter que les époux agissent de manière irréfléchie et sans avoir pesé les avantages et inconvénients du régime en cours. Le respect de ce délai de deux ans s'impose non seulement lors d'un premier changement, mais aussi lors de tout changement ultérieur.

Le changement de régime matrimonial doit être constaté par un acte notarié.

La conformité à l'intérêt de la famille

La Cour de Cassation a précisé que l'existence et la légitimité de l'intérêt de la famille doivent faire l'objet d'une appréciation d'ensemble ; le seul fait que l'un des membres risquerait de se trouver lésé n'interdisant pas le changement.

Existence d'un élément d'extranéité

Il faut rappeler la Convention de la Haye du 14 mars 1978, entrée en vigueur en France le 1^{er} septembre 1992, qui régit les situations dans lesquelles des époux sont confrontés à un élément d'extranéité, en raison de leur domicile ou de leur nationalité. Selon l'article 6 de cette convention « *les époux peuvent, au cours du mariage, soumettre leur régime matrimonial à une loi interne autre que celle jusqu'alors applicable.* » Cette liberté n'est toutefois pas absolue car les époux ne peuvent désigner que l'une des lois suivantes :

- La loi d'un Etat dont l'un des époux a la nationalité au moment de cette désignation,
- Ou la loi de l'Etat sur le territoire duquel l'un des époux a sa résidence habituelle au moment de cette désignation.

Ce changement s'effectue par une simple déclaration des époux dans un acte notarié établi sous la forme d'un contrat de mariage.

Cet article 6 concerne tous les époux présentant un élément d'extranéité, soit par leur nationalité, soit par leur domicile, et n'exige aucune durée de mariage préalable au changement, ni aucun délai entre deux changements. Aucune homologation judiciaire n'est nécessaire.

Le changement de régime matrimonial grandement facilité depuis le 1^{er} janvier 2007

Cette nouvelle loi applicable depuis le 1^{er} janvier 2007, a réformé profondément la procédure de changement de régime matrimonial en posant le principe que l'homologation n'est plus nécessaire, sauf lorsque les époux ont des enfants mineurs ou en cas d'opposition des enfants majeurs ou des créanciers.

L'homologation judiciaire n'est nécessaire :

- que lorsque les époux ont un enfant mineur.
- que lorsqu'un enfant majeur s'est opposé à la modification dans le délai de 3 mois à compter de la notification qu'il a reçue par lettre recommandée avec accusé de réception ; cette notification à l'enfant majeur est faite par le notaire.
- que lorsqu'un créancier s'est opposé à la modification dans le délai de 3 mois à compter de la publication de l'avis dans un journal d'annonces légales ; cette insertion dans le journal est effectuée par le notaire.

En cas d'opposition au changement de régime matrimonial, la convention est soumise à l'homologation du Tribunal de Grande Instance du lieu de domicile des époux, sur la requête conjointe des époux. La convention est considérée comme nulle et non avenue si l'homologation n'est pas obtenue.

II – l'objet du changement de régime matrimonial

Le remplacement du régime matrimonial existant

Les époux peuvent substituer un régime entièrement nouveau à celui auquel ils se trouvent soumis. Ils peuvent remplacer un régime communautaire par un régime séparatiste et inversement.

Adoption du régime de la communauté universelle avec clause d'attribution de l'intégralité de la communauté au survivant

Le nouveau régime peut être assorti de stipulations conventionnelles, par exemple dans le cas d'adoption d'un régime de communauté universelle avec clause d'attribution de l'intégralité de la communauté en pleine propriété au conjoint survivant.

Sur un plan civil, la clause d'attribution intégrale de la communauté en pleine propriété au survivant, avec une autre clause qui prive les héritiers du prémourant de la faculté de reprendre les apports et capitaux tombés en communauté du chef de leur auteur, fait que l'existence d'enfants ou de descendants n'a plus d'incidence sur la vocation du survivant, qui recueille l'ensemble du patrimoine. Cela signifie que les enfants n'ont plus aucun droit réservataire à faire valoir.

Ce régime engendre une absence d'indivision et de partage, puisque le survivant devient propriétaire de l'ensemble des biens mobiliers et immobiliers par le seul fait du décès. Aucune indivision ne s'ouvre lors du décès et il n'est pas besoin corrélativement, de procéder à un partage des biens communs.

L'action en retranchement

Le notaire doit attirer l'attention des époux sur la notion d'action en retranchement. Le conjoint survivant qui reçoit l'intégralité d'une communauté universelle par le jeu du décès bénéficie d'un avantage matrimonial. Cette opération encourt le risque d'une réduction au cas où il y aurait des enfants qui ne seraient pas issus du mariage si elle a pour conséquence d'investir le conjoint survivant d'un montant dépassant la quotité disponible entre époux : l'action des enfants est qualifiée d'action en retranchement.

Le fondement est que les enfants laissés par le prémourant et qui n'ont pas de lien de filiation avec le survivant, auraient été exposés à perdre définitivement tout droit sur les biens recueillis par l'intéressé, puisqu'ils n'ont pas la vocation légale à hériter de lui. L'action en retranchement leur permet de recevoir au moins leur réserve dans la succession du prémourant, qui est leur parent.

Autres stipulations à caractère communautaire

- Les époux peuvent stipuler qu'en cas de décès, le survivant aura, outre sa moitié de communauté, l'usufruit de la part du prédécédé.
- Les époux peuvent stipuler au profit du survivant l'attribution intégrale, non pas d'une communauté universelle, mais d'une communauté d'acquêts.
- Les époux peuvent stipuler un préciput. Cette clause permet au survivant de prélever un ou plusieurs biens communs avant tout partage de la communauté, par exemple, le logement ou l'entreprise familiale.
- Les époux peuvent stipuler une clause de prélèvement d'un bien commun moyennant indemnité ; cette clause n'augmente pas les droits du bénéficiaire dans l'actif partagé, mais se borne à lui conférer une sorte d'attribution préférentielle sur des biens, pour lesquels il échappe à la concurrence de ses copartageants et aux aléas de l'attribution des lots.
- Le conjoint survivant peut se voir octroyer la faculté de demander l'attribution ou l'acquisition d'un ou plusieurs biens propres ou personnels au prémourant, moyennant indemnisation des héritiers de celui-ci.

Adoption du régime de la séparation de biens

Sous réserve de l'application des dispositions impératives du statut fondamental, chacun des époux bénéficie d'une complète indépendance dans l'exercice de sa profession et dans la gestion de son patrimoine personnel. Corrélativement, chacun des époux est seul engagé par ses dettes de toute nature et demeure étranger aux dettes de son conjoint ; cette caractéristique est fondamentale lorsque l'un des époux exerce une activité professionnelle comportant des risques financiers.

La modification du régime matrimonial existant

Les époux peuvent également aménager leur régime existant. En pratique, ce sont les règles liquidatives qui se prêtent à des modifications : calcul des récompenses ou modalités du partage en régime communautaire ; règles concernant les présomptions de propriété en régime séparatiste.

III – les effets du changement de régime matrimonial, et les recours des créanciers

Les effets entre les époux

Le changement de régime matrimonial prend effet entre les parties à compter du jour de la signature devant notaire s'il n'y a pas d'opposition des enfants majeurs ou des créanciers. Dans le cas contraire, il prend effet du jour de l'homologation par le Tribunal.

Les effets à l'égard des tiers

Le changement de régime matrimonial prend effet à l'égard des tiers 3 mois après que mention en aura été portée en marge de l'acte de mariage des époux, à moins que dans les actes passés avec les tiers, les époux ne fassent état de leur changement de régime matrimonial.

La publicité foncière

Si le changement de régime matrimonial opère mutation de biens immobiliers, la convention doit faire l'objet d'une publicité foncière à la diligence du notaire, par exemple dans le cas de mise en communauté d'un bien propre.

Recours des créanciers par l'action dite « action paulienne »

Le Code civil, dans son article 1397 dernier alinéa, dit : « *les créanciers non opposants, s'il a été fait fraude à leurs droits, peuvent attaquer le changement de régime matrimonial dans les conditions de l'article 1167* ». Cet article 1167 traite de l'action dite « action paulienne », qui permet aux créanciers d'attaquer les actes faits par leur débiteur en fraude de leurs droits.

Le changement de régime matrimonial susceptible de porter atteinte aux intérêts des créanciers des époux est typiquement celui qui vise à substituer un régime séparatiste à un régime communautaire. Cependant, ce type de changement n'est pas frauduleux par essence. Les créanciers, pour attaquer le changement de régime matrimonial, doivent prouver que la volonté frauduleuse ayant à l'origine guidé les époux s'est matérialisée à l'occasion du partage de la communauté, par exemple : surestimation ou même fiction de dettes, détermination inexacte des biens propres, attribution de biens de valeur douteuse à l'époux débiteur et de biens de valeur solide à son conjoint.

Existence d'une procédure collective

Le Code de commerce dit que certains actes passés par un commerçant soumis à une procédure de redressement ou de liquidation judiciaire sont annulables lorsqu'ils ont été fait au cours de la période dite « suspecte », comprise entre la date de cessation des paiements et la date du jugement d'ouverture.

IV – les frais notariés et la fiscalité du changement de régime matrimonial

La rémunération du notaire est réglementée et tarifée

Le tarif est uniforme et s'impose à tous les notaires.

Concernant la perception fiscale :

- quand il n'est pas dû un droit proportionnel ou progressif : il est perçu un droit fixe de 125,00 euros.
- quand il y a une communauté substituée à tout autre régime : il y a exonération de tout droit proportionnel et de la taxe de publicité foncière s'il existe des biens immobiliers, mais la contribution sécurité immobilière (ex-salaire du conservateur des hypothèques) est due au taux de 0,10 % sur la valeur des biens immobiliers.
- quand il y a une séparation de biens substituée à une communauté : il est perçu un droit d'enregistrement au taux de 1,10 % sur les biens communs partagés et la contribution sécurité immobilière au taux de 0,10 % sur la valeur des biens immobiliers.

LES DIVERS CONTRATS ET LEURS AMENAGEMENTS

Des règles obligatoires s'imposent à tous quel que soit le régime matrimonial choisi et quel que soit la date du mariage, il s'agit du « régime primaire impératif » dont les principales règles sont les suivantes :

- Les époux se doivent mutuellement fidélité, assistance et secours
- Les époux contribuent ensemble aux charges du mariage en proportion de leurs facultés respectives (vacances, loyers, loisirs...)
- Les époux sont solidairement tenus aux dépenses ayant pour objet l'entretien du ménage (paiement du loyer, des charges...) ou l'éducation des enfants (par exemple les frais de scolarité, dépenses médicales...)
- Un époux ne peut pas vendre sans le consentement de l'autre, le logement de la famille, même s'il en est seul propriétaire.

Cependant, dans certains cas, il peut être opportun d'établir un contrat de mariage, soit pour aménager le régime légal ci-dessous évoqué, soit pour adopter un autre régime matrimonial, lequel sera plus adapté aux intérêts des futurs époux.

I- Le régime légal : un régime communautaire

Dès le mariage, les époux sont soumis à un régime matrimonial, c'est-à-dire, à un ensemble de règles fixant leurs droits et devoirs. S'ils n'ont pas fait de choix particuliers, les époux relèvent du **régime légal** de la communauté réduite aux acquêts, plus communément appelé « le régime de la communauté ». Ce régime s'applique aux époux mariés sans contrat de mariage depuis le 1^{er} février 1966.

Ce régime distingue deux types de biens :

- **Ceux qui restent la propriété personnelle** de chacun des époux appelés « biens propres ». Il s'agit de bien acquis avant le mariage ou reçus par succession ou donation après le mariage.
- **Ceux qui appartiennent en commun** aux époux, appelés « biens communs ». il s'agit de biens acquis pendant le mariage à titre onéreux et des revenus provenant tant de l'activité professionnelle des époux (salaires...) que ceux produits par des biens propres ou communs (loyer, intérêts des placements). Toutefois s'il s'agit d'un emprunt ou d'une caution, contracté sans l'accord de l'autre, les créanciers de l'époux débiteur de pourront saisir que ses biens propres et ses revenus.

En ce qui concerne les dettes

- **Les dettes nées avant le mariage** : chaque époux reste seul tenu des dettes contractées avant le mariage

- **Les dettes nées après le mariage** : elles sont communes au couple. Si l'un des époux contracte une dette, elle est commune au couple. Pour régler cette dette, le créancier pourra saisir les biens communs et les biens propres de l'époux débiteur, en revanche, les gains et salaires de l'autre conjoint ne peuvent être saisis.

II- Les différents contrats de mariage en droit français

En fonction de leur situation familiale et patrimoniale, les époux peuvent préférer un autre régime en optant pour l'un des principaux contrats de mariage suivants :

- La séparation de biens
- La participation aux acquêts
- La communauté universelle

Le contrat de mariage permet ainsi d'établir l'affectation du patrimoine ainsi que les diverses règles de gestions et d'administration. L'établissement de tout contrat de mariage se fait par **un notaire avant le mariage**. A défaut, les époux devront attendre deux ans après leur union pour pouvoir modifier le statut matrimonial.

a) Le régime de communauté

- La communauté universelle

Tous les biens quelle que soit leur origine sont communs. Qu'ils s'agissent de biens meubles (somme d'argent, compte titre..) ou des biens immobiliers, et acquis avant ou après le mariage.

Dans ce contrat, toutes les dettes contractées présentes ou futures y compris celles antérieures au mariage sont communes.

b) Les régimes séparatistes

- La séparation de biens

Le régime de la séparation de biens convient aux époux qui ont des situations financières différentes et qui ne désirent pas faire entrer dans la communauté les biens acquis grâce au fruit de leur travail. Ce régime est fortement conseillé lorsqu'un des époux exerce une activité commerciale, artisanale ou libérale, la séparation des patrimoines permet ainsi de protéger les biens de son conjoint.

En termes de gestion, chacun conserve la propriété exclusive des biens :

- Qu'il possédait avant le mariage
- Ou qu'il a acquis en cours de mariage à titre gratuit ou à titre onéreux
- De ses revenus, gains et salaires
- Les dettes demeurent personnelles à chaque époux

- La participation aux acquêts

Ce régime est à la fois communautaire et séparatiste. Il fonctionne de la façon suivante :

- Séparations de biens pendant le mariage : durant le mariage, les époux sont dans la même situation que s'ils étaient mariés sous le régime de la séparation de biens
- Partage de l'enrichissement à la dissolution du régime : à la dissolution du régime (décès, divorce, changement de régime), chacun des époux participe pour moitié à l'enrichissement de l'autre : il s'agit de la créance de participation. Cette créance se détermine par comparaison entre le patrimoine final (tous les biens appartenant à chacun d'eux au jour de la dissolution du régime), et le patrimoine originaire (les biens leur appartenant au jour du mariage et / ou acquis par donation ou succession). Si un enrichissement est constaté, il est partagé par moitié. En revanche, si un des patrimoines s'est appauvri, l'époux concerne supporte seul cet appauvrissement.

III – Les aménagements possibles destinés à protéger et avantager les époux

Un avantage matrimonial est une clause insérée dans un contrat de mariage par laquelle les époux se concèdent l'un l'autre une part sur les biens communs plus avantageuse que celle prévue initialement par leur régime matrimonial. Les avantages matrimoniaux n'existent donc qu'au sein d'un régime communautaire.

Il permet ainsi de déroger au principe selon lequel la communauté se partage par moitié entre les époux en autorisant de :

- prélever un ou plusieurs biens de la communauté avant le partage ;
- partager les biens de la communauté de façon inégale.

On distingue au sein de ces avantages matrimoniaux :

- Les avantages qui prennent effet pendant le mariage (ex. : adoption du régime de la communauté universelle);
- Les avantages qui prennent effet au moment de la dissolution du régime matrimonial ou au décès de l'un des époux (ex : clause de partage inégal).

En cas de divorce des époux, ces avantages sont :

- Irrévocables pour les avantages matrimoniaux prenant effet pendant le mariage ;
- Révocables pour les avantages accordés pour l'avenir

Les avantages matrimoniaux les plus fréquemment utilisés sont :

- **La clause de prélèvement moyennant indemnité** : en cas de dissolution de la communauté, un conjoint a la possibilité de choisir un bien en priorité. La valeur de celui-ci est imputée sur la part de l'époux bénéficiaire. Si cette valeur excède sa part, il doit verser aux enfants la différence appelée soulte. Ainsi ces derniers ne sont pas lésés et le conjoint a la certitude que les enfants ne pourront pas exiger la vente du bien.
- **La clause de préciput** : elle permet au conjoint survivant de prélever sur la communauté avant tout partage, soit un bien ou plusieurs biens, soit une somme d'argent. L'époux bénéficiaire ne doit rien à la communauté ni aux héritiers, ce qui constitue un avantage indéniable.
- **La clause de partage inégal** : les époux décident que le partage de biens se fera dans d'autres proportions que celles prévues par la loi. Chacun des époux supportera le passif commun proportionnellement à la part qu'il recueille.
- **La clause d'attribution intégrale de la communauté** : le survivant des époux recueille non seulement la moitié de la communauté qui doit lui revenir, mais également l'autre moitié soit en propriété, soit en usufruit .

La clause peut être stipulée au profit d'un seul ou des deux époux, mais elle ne joue qu'en cas de dissolution de la communauté par décès. Elle est très fréquemment associée au régime de la communauté universelle.

- **La clause d'apport en communauté** : les époux apportent un ou plusieurs biens propres à la communauté qui acquièrent alors le statut de biens communs .
- **La société d'acquêts** : dans le régime de séparation de biens les époux peuvent intégrer une « société d'acquêts » dans laquelle ils précisent une catégorie de biens acquis pendant le mariage.

Comme dans les régimes communautaires, les époux séparés de biens peuvent insérer des clauses de préciput ou de partage inégal sur cette société d'acquêts.

III- Régime matrimonial au-delà des frontières

En présence d'un contrat de mariage

S'ils le souhaitent, les époux sont libres de désigner avant leur mariage et par contrat de mariage la loi applicable à leur régime matrimonial.

Ce principe de la liberté des époux comporte des limites. Ainsi les époux ne peuvent-ils désigner que la loi d'un Etat :

- dont l'un a la nationalité,
- ou sur le territoire duquel l'un a sa résidence habituelle
- ou sur le territoire duquel l'un des époux établira une nouvelle résidence habituelle après le mariage.

En l'absence de contrat de mariage

La détermination du régime matrimonial est plus complexe. On va rechercher la loi que les époux ont implicitement choisi pour définir leur régime matrimonial. La solution varie selon que les époux se sont mariés avant ou après le 1er septembre 1992.

- **Epoux mariés avant le 1er septembre 1992**

Pour les époux mariés avant cette date, les règles françaises de conflits de lois retiennent le principe de l'autonomie de la volonté, c'est-à-dire la loi que les époux sont réputés avoir implicitement choisi. Le critère retenu est celui du premier domicile élu par les époux après leur mariage. Généralement, il est exigé que ce premier domicile ait duré au moins 2 ans.

- **Epoux mariés après le 1er septembre 1992**

Les règles applicables sont été fixées par la Convention de La Haye de 1978.

A défaut de choix exprimé par les époux avant le mariage, la loi applicable sera en principe celle de leur première résidence habituelle. A la différence du droit commun, la Convention de La Haye prévoit le changement automatique de la loi applicable dans trois cas :

- Lorsque les époux fixent leur résidence dans l'Etat de leur nationalité commune
- Lorsqu'ils résident plus de dix ans dans un Etat après le mariage ; pour les époux qui n'avaient pas établi sur le territoire du même Etat leur résidence habituelle après le mariage (et dont le régime matrimonial relevait en conséquence de la loi de l'Etat de la nationalité commune), lorsqu'ils fixent leur résidence habituelle dans un même Etat.
- Lorsqu'ils fixent leur résidence habituelle dans un même Etat.

IV – les frais notariés et la fiscalité du changement de régime matrimonial

La rémunération du notaire est réglementée et tarifée. Le tarif est uniforme et s'impose à tous les notaires.

LA CONVENTION FRANCO-POLONAISE DU 05 MARS 1967

La convention franco-polonaise du 05 avril 1967 entrée en vigueur le 1er mars 1969 est relative à la loi applicable à la compétence et à l'exequatur dans le droit des personnes et de la famille.

D'une manière générale, avant l'introduction d'une procédure de divorce et en présence d'un élément d'extranéité, de multiples questions se posent notamment :

- quel est le juge compétent ?
- quelle loi devra s'appliquer ?

Une fois la compétence du juge déterminée, nous devons donc connaître et s'assurer des règles applicables en matière de divorce et les conséquences éventuelles de ces règles.

- Quel est le juge compétent ?

Le lieu du mariage n'est pas lié à la détermination de la compétence de la juridiction qui sera amenée à se prononcer sur le divorce. En effet, **ce sont les conventions internationales** et en particulier la réglementation européenne qui ont vocation à déterminer la compétence et à résoudre ce que l'on appelle « conflits de juridictions ».

Ainsi, le Règlement n°2201/2003 du 27 novembre 2003, dit « Bruxelles II bis », a pour objectif d'harmoniser et de simplifier la procédure de divorce, quelle que soit la nationalité des époux, dès lors que l'un d'eux se trouve sur le territoire couvert par le Règlement. Ainsi, l'article 3 du Règlement « Bruxelles II bis » détermine la règle de compétence suivante :

« Sont compétentes pour statuer sur les questions relatives au divorce, à la séparation de corps et à l'annulation du mariage des époux, les juridictions de l'État membre:

a) sur le territoire duquel se trouve:

- la résidence habituelle des époux, ou
- la dernière résidence habituelle des époux dans la mesure où l'un d'eux y réside encore, ou
- la résidence habituelle du défendeur, ou
- en cas de demande conjointe, la résidence habituelle de l'un ou l'autre époux, ou
- la résidence habituelle du demandeur s'il y a résidé depuis au moins une année immédiatement avant l'introduction de la demande, ou
- la résidence habituelle du demandeur s'il y a résidé depuis au moins six mois immédiatement avant l'introduction de la demande et s'il est soit ressortissant de l'État membre en question, soit, dans le cas du Royaume-Uni et de l'Irlande, s'il y a son "domicile";

b) de la nationalité des deux époux ou, dans le cas du Royaume-Uni et de l'Irlande, du "domicile" commun. »

Quelle que soit la nationalité des parties, ces critères de compétence doivent être vérifiés avant l'introduction de toute procédure.

- Quelle est la loi applicable ?

Une fois la compétence du juge déterminée, la complexité du droit international privé se révèle au niveau de la détermination de la loi applicable, ce qui est couramment appelé « conflits de lois ».

En matière de divorce :

Depuis le 21 juin 2012, le Règlement n°1259/2010 sur la loi applicable au divorce, dit « Rome III », est en vigueur dans l'Union européenne. Ce Règlement permet aux époux de choisir la loi applicable au divorce.

En l'absence de choix, la loi applicable sera déterminée en fonction de critères de rattachement :

- loi de la résidence habituelle des époux au moment de la saisine de la juridiction; ou, à défaut,
- loi de la dernière résidence habituelle des époux, pour autant que cette résidence n'ait pas pris fin plus d'un an avant la saisine de la juridiction et que l'un des époux réside encore dans cet État au moment de la saisine de la juridiction; ou, à défaut,
- loi de la nationalité des deux époux au moment de la saisine de la juridiction; ou, à défaut,
- loi de l'Etat dont la juridiction est saisie.

Notons que le règlement Rome III ne s'applique pas aux notaires en raison de l'existence de conventions bilatérales qui existent. C'est le cas entre la France et la Pologne.

Dans quelques situations, **une convention bilatérale** règle cette question de la loi applicable. C'est le cas de la **Convention franco-polonaise**.

1-La convention franco-polonaise

I- Les principes de la convention

Dans son article 5, la convention énonce :

- Que les rapports juridiques personnels et patrimoniaux entre les époux sont régis par la loi de la Haute Partie contractante sur le territoire de laquelle les époux ont leur domicile,

- Si l'un des époux réside sur le territoire de l'une des hautes parties contractantes et le second sur le territoire de l'autre et si les deux époux possèdent la même nationalité, leurs rapports juridiques, personnels et patrimoniaux sont régis par la loi de la haute partie contractante dont ils ont la nationalité. 3. Si l'un des époux possède la nationalité de l'une des hautes parties contractantes et le second la nationalité de l'autre et si l'un réside sur le territoire de l'une des hautes parties contractantes et le second sur le territoire de l'autre, leurs rapports juridiques, personnels et patrimoniaux sont régis par la loi de la haute partie contractante sur le territoire de laquelle ils ont eu leur dernier domicile commun.

L'article 6 prévoit que :

1. Les conditions de validité et les effets des contrats de mariage sont déterminés par la loi de la Haute Partie contractante sous l'empire de laquelle les époux ont désiré se placer.
2. Les conditions de validité et les effets des contrats de mariage qui n'indiquent pas explicitement la loi sous l'empire de laquelle les époux ont entendu se placer sont déterminés par la loi de la Haute Partie contractante sur le territoire de laquelle ils ont été conclus

II- Les effets de la convention sur le divorce

Selon l'article 8 de cette convention, **le divorce et la séparation du corps sont régis par la loi nationale commune des époux**, ou, en cas de nationalités différentes, par la loi de l'État contractant sur lequel est fixé le domicile des époux, ou sur lequel a été fixé le dernier domicile.

La convention s'applique non seulement aux litiges entre Français et Polonais, mais aussi à ceux qui peuvent opposer des parties ayant toutes la nationalité française mais domiciliées en Pologne, ou ayant toutes la nationalité polonaise mais domiciliées en France.

En cas de double nationalité franco-polonaise des époux, le juge français saisi d'une instance en divorce pourrait être tenté de faire prévaloir la nationalité française, nationalité du for. Mais il doit maintenant tenir compte du principe du droit de l'Union selon lequel la prééminence de la nationalité du for constitue une discrimination.

2- La Convention de la Haye

La convention de la Haye du 14 mars 1978 permet de déterminer la loi applicable aux régimes matrimoniaux présentant un élément d'extranéité.

Deux distinctions sont à faire :

- Les mariages célébrés avant 1er septembre 1992 sont soumis aux règles de droit commun : la loi applicable est celle du premier domicile matrimonial.
- Les mariages célébrés postérieurement au 1er septembre 1992 : la convention de la Haye s'applique aux relations patrimoniales des époux. Dans le cas où les époux n'exerceraient pas de choix avant leur mariage, la loi applicable sera celle de leur première résidence habituelle.

Il existe toutefois trois exceptions à l'application de cette convention aux termes desquelles la loi nationale commune des deux époux s'appliquera :

- Dans l'hypothèse d'absence de résidence habituelle des époux sur le territoire d'un même Etat après leur mariage
- Lorsque les époux sont tous deux de nationalité néerlandaise (sauf si ces derniers résident en France ou au Luxembourg depuis 5 ans, qu'ils s'y marient et continuent d'y résider. Dans ce cas, ils seront soumis à la loi française ou luxembourgeoise).
- Lorsque les époux ont tous deux la nationalité de l'un des pays suivants (Afghanistan, Albanie, Algérie, Allemagne, Angola, Autriche, Belgique (jusqu'au 1er octobre 2004), Bulgarie, Cap Vert, Corée, Egypte, Emirats Arabes Unis, Espagne, Finlande, Grèce, Hongrie, Indonésie, Irak, Italie, Japon, Jordanie, Koweït, Liban, Liechtenstein, Maroc, Pologne, Portugal, Roumanie, Sénégal, Somalie, Suède, Syrie, Tchad, Rép. Tchèque, Rép. Slovaque, Thaïlande, Tunisie, Turquie, Vatican, Yougoslavie, Haïti, Rép. Dominicaine, Surinam) et établissent leur première résidence habituelle dans un autre de ces mêmes pays.

PARTIE I : LES REGIMES MATRIMONIAUX EN FRANCE

Section 2 : en langue polonaise

- a) le régime primaire : les règles communes à tous les mariages
- b) le changement de régime matrimonial
- c) le contrat de mariage et aménagements
- d) la convention franco-polonaise du 05 mars 1967

PODSTAWOWY MAŁŻEŃSKI USTRÓJ MAJĄTKOWY: ZASADY WSPÓLNE DLA WSZYSTKICH MAŁŻEŃSTW

Zawsze należy pamiętać o wzajemnych obowiązkach małżonków oraz o obowiązkach małżonków wobec osób trzecich, o których mowa w artykułach 203–226 francuskiego Kodeksu cywilnego.

Niezależnie od ustroju majątkowego małżeńskiego (artykuł 226), tj. opartego lub nie na małżeńskiej umowie majątkowej, małżonkowie zawsze mają te same obowiązki, co nazywa się podstawowym małżeńskim ustrojem majątkowym [fr. régime primaire].

Status wspólny dla małżeństw.

Utrzymanie rodziny

Artykuły 203–211 oraz 213 regulują główne obowiązki związane z wyżywieniem, utrzymaniem i wychowaniem dzieci pochodzących ze związku. Jednak dziecko nie ma prawa do żądania posagu, a także na zasadzie wzajemności jest zobowiązane do zapewnienia środków utrzymania rodzicom i wstępnym w potrzebie. Obowiązek ten dotyczy również zięciów i synowych w stosunku do teściów, jak również rodzin przybranych.

W celu ustalenia wysokości alimentów sąd każdy przypadek rozpatruje osobno, uwzględnia przy tym majątek i dochody każdej z osób. W razie zmiany sytuacji sędzia może dokonać korekty wysokości alimentów.

Wspólne pożycie

Małżonkowie winni są sobie nawzajem szacunek, wierność, pomoc i wsparcie (artykuł 212). Należy podkreślić wzajemny charakter ich obowiązków. Nieprzestrzeganie tych zasad może stanowić podstawę do rozwodu.

Szacunek i wierność są niezbędnymi względami moralnymi; w tej kwestii nie przewiduje się żadnych kar, z wyjątkiem sytuacji a posteriori. Wsparcie stanowi zarazem pomoc moralną i materialną między małżonkami. Obowiązek niesienia pomocy wykracza poza ramy małżeństwa, w szczególności dotyczy rozwodów.

Małżonkowie ponoszą koszty utrzymania rodziny proporcjonalnie do swoich możliwości (artykuł 214). Zapis ten jest niepełny i może zostać rozszerzony przez małżeńską umowę majątkową. Obowiązek ten nie znika w przypadku separacji faktycznej, ale może być zniesiony w stosunku do małżonka, który utrzymuje relacje pozamałżeńskie. Udział w kosztach niekoniecznie musi mieć formę finansową, może być też wyrażony w naturze (udostępnienie rzeczy osobistej lub pomoc zawodowa).

Ochrona wspólnego miejsca zamieszkania

Małżonkowie zobowiązani są do wspólnego pożycia (artykuł 215). Nie dotyczy to jedynie wspólnego zamieszkiwania, ale obejmuje również wspólnotę emocjonalną i intelektualną. Każdy z małżonków może posiadać oddzielne miejsce zamieszkania. Na wniosek małżonków sąd może orzec mieszkanie oddzielne.

Niemniej miejsce zamieszkania rodziny jest wybierane przez małżonków. Jest to wspólne mieszkanie, do którego małżonkowie mają wzajemnie dostęp i gdzie toczy się codzienne życie rodziny. W związku z tym artykuł 215 ustanawia bardzo silną ochronę miejsca zamieszkania rodziny, ponieważ żaden z małżonków nie może ani sprzedać, ani wynająć wyposażenia ani mieszkania rodziny bez zgody drugiego

małżonka pod rygorem nieważności. Co za tym idzie, jeden z małżonków nie może sam zawrzeć umowy sprzedaży ani zaciągnąć kredytu hipotecznego. Zasada ta dotyczy tylko mieszkania rodziny i w związku z tym nie ma zastosowania w przypadku mieszkania wakacyjnego.

Jeden z małżonków nie może powoływać się wyłącznie na to, że jest własność mieszkania rodziny przypada jemu; jest to sytuacja, w której obowiązuje faktyczne prawo weta. Jeden z małżonków ma natomiast prawo dokonać zapisu testamentowego mieszkania rodziny, ponieważ po śmierci tego małżonka małżeństwo jest rozwiązane.

W przypadku separacji lub kryzysu małżeńskiego za mieszkanie rodziny uważa się ostatnie wspólne miejsce zamieszkania.

Ochrona gwarantowana przez artykuł 215 wygasa wskutek rozvodu.

Ta regulacja chroniąca rodzinę niestety nie istnieje w POLSCE.

Niezależność małżonków oraz wsparcie

Artykuły 216–219 mówią o tym, że małżonkowie mają pełną zdolność [do czynności prawnych], choć może być ona ograniczona przez małżeństwo.

W przypadku niepełnosprawności fizycznej lub nieuzasadnionej odmowy jednego z małżonków sąd ma prawo umożliwić drugiemu małżonkowi samodzielne dokonanie czynności, która wymagałaby zgody współmałżonka, np. sprzedaż mieszkania rodziny, w sytuacji gdy jeden z małżonków jest w śpiączce lub cierpi na chorobę Alzheimera (artykuł 217). Sąd może również ogólnie upoważnić jednego małżonka do wszystkich czynności, jeżeli drugi małżonek nie jest już w stanie wyrazić zgody.

Ponadto małżonkowie mają prawo nawzajem udzielać sobie pełnomocnictw (artykuł 218).

Odpowiedzialność solidarna za niektóre długi

Małżonkowie mogą sami zawierać umowy, jednak artykuł 220 stanowi, że są oni solidarnie odpowiedzialni za długi związane z utrzymaniem rodziny i edukacją dzieci, przy założeniu że te wydatki nie są nadmiernie wysokie lub zbędne. Przykładowo zakup nowej lodówki w miejsce popsutej jest podstawą do powstania odpowiedzialności solidarnej, natomiast zakup jachtu nie angażuje odpowiedzialności drugiego małżonka.

Kredyt gotówkowy jest zobowiązujący dla obu małżonków, jeżeli jest przeznaczony na wydatki rodzinne, a jego wysokość jest umiarkowana.

Niezależność przy zawieraniu umów

Co do zasady każdy z małżonków jest niezależny. Może podejmować pracę bez zgody drugiego małżonka (artykuł 223) oraz otrzymywać pensję i inne korzyści, a także swobodnie nimi dysponować. Może z nich korzystać samodzielnie lub umieścić je na swoim rachunku bankowym.

Jednak na wniosek drugiego małżonka sąd może ograniczyć działania małżonka, który jest zbyt rozrzutny lub naraża dobro rodziny (artykuł 220-1). Niektóre zakazy mogą być umieszczone w pewnych rejestrach, np. w księdze wieczystej.

Każdy z małżonków ma prawo założyć rachunek bankowy (artykuł 221).

Każdy z małżonków ma prawo sprzedać swój majątek osobisty i zarządzać nim (artykuł 225-1). Każdy z małżonków ma prawo sprzedać rzecz ruchomą bez konieczności przedkładania osobom trzecim zgody drugiego małżonka. Jednak osoby trzecie powinny być uważne w przypadku rzeczy ruchomych stanowiących wyposażenie mieszkania lub takich, które ze względu na swój charakter mogą być

uznane za własność drugiego małżonka (odzież, narzędzia pracy, przedmioty oznaczone imieniem).

Podsumowując, podstawowy małżeński ustrój majątkowy dąży do poszanowania osobowości małżonków przy jednoczesnym zachowaniu minimalnego wspólnego majątku w interesie rodziny.

ZMIANA MAŁŻEŃSKIEGO USTROJU MAJĄTKOWEGO

Małżeński ustrój majątkowy jest zbiorem zasad mających zastosowanie do majątkowych stosunków finansowych pomiędzy małżonkami. Małżeński ustrój majątkowy nie musi mieć jednak formy określonej na cały czas trwania związku małżeńskiego. Małżonkowie mogą zmienić małżeński ustrój majątkowy z różnych powodów. Mogą zmienić ustrój rozdzielności na ustrój wspólności, przejść z ustroju wspólności do ustroju rozdzielności majątkowej albo też po prostu zmienić lub dostosować jedno lub kilka postanowień w umowie wprowadzającej ich aktualny małżeński ustrój majątkowy.

Nowa ustawa, która weszła w życie 1 stycznia 2007 r., gruntownie przekształciła procedurę zmiany małżeńskiego ustroju majątkowego, ułatwiając jego zmianę. Zatwierdzenie sądowe aktu notarialnego zmiany małżeńskiego ustroju majątkowego nie jest już obowiązkowe i jest konieczne tylko w przypadku, gdy małżonkowie mają małoletnie dzieci lub jeśli wnoszą przeciw temu sprzeciw dorosłe dzieci lub wierzyciele.

I – Zasady zmiany małżeńskiego ustroju majątkowego

Termin dwuletni i akt notarialny

Zmiana małżeńskiego ustroju majątkowego może być przeprowadzona dopiero po dwóch latach stosowania poprzedniego ustroju. Termin biegnie od dnia zawarcia małżeństwa lub umowy majątkowej małżeńskiej. Ustawodawca pragnie w ten sposób uniknąć sytuacji, w której małżonkowie działają w sposób nieprzemyślny, bez rozważenia zalet i wad dotychczasowego ustroju majątkowego. Dwuletniego okresu przed zmianą ustroju należy przestrzegać nie tylko podczas pierwszej zmiany ustroju, ale także przy każdej późniejszej zmianie.

Zmiana małżeńskiego ustroju majątkowego zostaje dokonana w akcie notarialnym.

Zgodność z dobrem rodziny

Zgodnie z orzecnictwem Sądu Kasacyjnego istnienie i zasadność interesu rodziny winny być poddane ocenie całościowej. Sam fakt, że jeden z członków może ponieść szkodę na skutek zmiany małżeńskiego ustroju majątkowego nie uniemożliwia tym samym dokonania zmiany tego ustroju.

Obce obywatelstwo

Należy przypomnieć tu konwencję haską z 14 marca 1978 roku, która weszła w życie we Francji 1 września 1992 r., regulującą sytuację, w których małżonkowie mają do czynienia z problemem obcego obywatelstwa, ze względu na swoje miejsce zamieszkania lub narodowość. Zgodnie z artykułem 6 konwencji „*małżonkowie mogą w dowolnej chwili w czasie trwania związku małżeńskiego zmienić prawo, jakiemu podlega *ich* małżeński ustrój majątkowy na inne prawo krajowe*”. Ta swoboda zmiany nie jest absolutna, ponieważ małżonkowie mogą wskazać tylko jedno z następujących praw:

- Prawo państwa, którego obywatelstwo ma jedno z małżonków w chwili jego wskazania,
- prawo państwa, w którym jedno z małżonków ma zwykle miejsce pobytu w chwili wskazania tego prawa.

Zmiana ta odbywa się na podstawie zwykłego oświadczenia małżonków w akcie notarialnym sporządzonym w formie umowy małżeńskiej.

Artykuł 6 konwencji dotyczy wszystkich małżonków, w przypadku których zaistnieje fakt obcego obywatelstwa, czy ze względu na ich narodowość, czy też ich miejsce zamieszkania, i nie wymaga określonego czasu trwania małżeństwa przed zmianą ani też upływu określonego okresu między zmianami. Zatwierdzenie sądowe nie jest w tym przypadku konieczne.

Znaczne ułatwienie zmiany małżeńskiego ustroju majątkowego od 1 stycznia 2007 roku

Nowe prawo, które weszło w życie 1 stycznia 2007 roku, wprowadziło duże zmiany w procedurze zmiany ustroju małżeńskiego poprzez ustanowienie zasady, że zezwolenie nie jest konieczne, chyba że małżonkowie mają małoletnie dzieci lub w przypadku wniesienia sprzeciwu przez dzieci pełnoletnie lub wierzycieli.

Zatwierdzenie sądowe jest wymagane tylko w przypadku gdy:

- małżonkowie mają małoletnie dziecko.
- dziecko pełnoletnie sprzeciwia się zmianie w terminie trzech miesięcy od otrzymania powiadomienia listem poleconym za potwierdzeniem odbioru (zawiadomienie jest przysyłane dziecku pełnoletniemu przez notariusza).
- jeden z wierzycieli sprzeciwia się zmianie w terminie trzech miesięcy od ogłoszenia zawiadomienia o zmianie w dzienniku urzędowym; zgłoszenia zmiany do dziennika dokonuje notariusz.

W przypadku sprzeciwu wobec zmiany małżeńskiego ustroju majątkowego akt podlega zatwierdzeniu przez sąd wielkiej instancji (tribunal de grande instance) właściwy dla miejsca zamieszkania małżonków, na wspólny wniosek małżonków. Jeżeli sąd nie zatwierdzi aktu, uważa się go za nieważny i niebyły.

II – Przedmiot zmiany małżeńskiego ustroju majątkowego

Zmiana małżeńskiego ustroju majątkowego na inny

Małżonkowie mogą zmienić istniejący ustrój majątkowy na zupełnie inny ustrój. Mogą zatem zastąpić ustrój wspólności majątkowej ustrojem rozdzielności majątkowej i na odwrót.

Przyjęcie ustroju nieograniczonej wspólności majątkowej z przyznaniem całości majątku objętego tym ustrojem żyjącemu małżonkowi

Nowy ustrój może być uzupełniony o dodatkowe postanowienia w umowie, na przykład w przypadku przyjęcia ustroju nieograniczonej wspólności majątkowej z przyznaniem na własność wszystkich przedmiotów majątkowych objętych wspólnością żyjącemu małżonkowi.

W prawie cywilnym klauzula przyznania całości wspólnego majątku żyjącemu małżonkowi, wraz z zapisem pozbawiającym spadkobierców zmarłego prawa do dóbr i środków pieniężnych, które objęła wspólność majątkowa za zgodą ich poprzedniego właściciela, sprawia, że posiadanie dzieci i zstępnych nie ma wpływu na powołanie do spadku żyjącego małżonka, obejmującego cały spadek. Oznacza to, że dzieciom nie przysługują prawa wynikające z rezerwy spadkowej.

Ustrój ten implikuje brak współwłasności i podziału, ponieważ żyjący małżonek staje się właścicielem wszystkich ruchomości i nieruchomości przez sam fakt zgonu współmałżonka. W związku ze zgonem nie powstaje współwłasność i nie jest w związku z tym konieczne przystąpienie do działu majątku wspólnego.

Roszczenia z rezerwy

Notariusz jest zobowiązany do zwrócenia uwagi małżonków na kwestię roszczenia z rezerwy spadkowej. Małżonek pozostały przy życiu, który otrzymuje cały majątek objęty nieograniczoną wspólnością majątkową, odnosi korzyść z tytułu związku małżeńskiego. Nabycie tego majątku wiąże się z ryzykiem jego zmniejszenia w przypadku istnienia dzieci niebędących wspólnymi dziećmi małżonków, jeżeli skutkuje to wejściem żyjącego małżonka w posiadanie kwoty przekraczającej część spadku rozporządzalną w stosunkach między małżonkami: dzieci mogą wówczas wnieść roszczenie zwane roszczeniem z rezerwy spadkowej.

Podstawą roszczenia jest to, że dzieci zmarłego małżonka niebędące dziećmi małżonka pozostałego przy życiu będą narażone na całkowite utracenie wszystkich praw do dóbr uzyskanych przez żyjącego małżonka, ponieważ zgodnie z literą prawa nie są powołane do spadku po nim. Roszczenia te umożliwiają im uzyskanie przynajmniej pewnej części majątku spadkowego po zmarłym, który jest ich rodzicem.

Inne postanowienia dotyczące wspólności majątkowej

- Małżonkowie mogą postanowić, że w przypadku zgonu jednego z nich małżonek pozostały przy życiu uzyska, oprócz połowy majątku będącego przedmiotem małżeńskiej wspólności majątkowej, prawo użytkowania działu zmarłego małżonka.
- Małżonkowie mogą ustalić, że małżonek pozostały przy życiu uzyska nie cały majątek objęty ustrojem nieograniczonej wspólności majątkowej, ale same nabytki.
- Małżonkowie mogą ustanowić zapis naddziałowy. Klauzula taka pozwala żyjącemu małżonkowi na przejęcie jednego lub kilku składników mienia objętego ustrojem wspólności majątkowej, na przykład mieszkania lub przedsiębiorstwa rodzinnego, przed podziałem majątku objętego tym ustrojem.
- Małżonkowie mogą ustanowić zapis, że składnik wspólnego mienia zostanie przejęty przez osobę pozostałą przy życiu w zamian za odszkodowanie; klauzula ta nie zwiększa praw spadkobiercy w dzielonym majątku, a jedynie przyznaje mu preferencyjne prawo do dóbr, do których współspadkobiercy nie będą mogli rościć sobie prawa oraz które nie podlegają działowi spadku.
- Pozostały przy życiu małżonek może uzyskać prawo do żądania o przyznanie lub nabycie jednego lub wielu składników majątku własnego lub osobistego zmarłego małżonka w zamian za wypłacenie odszkodowania spadkobiercom zmarłego.

Przyjęcie ustroju rozdzielności majątkowej

Z zastrzeżeniem obowiązujących przepisów podstawowych w sprawie małżeńskiego ustroju majątkowego każdy z małżonków jest w pełni niezależny w zakresie wykonywanej pracy zawodowej oraz w zarządzaniu swoim majątkiem osobistym. W związku z tym każdy z małżonków ponosi samodzielnie odpowiedzialność za swoje zobowiązania, niezależnie od ich rodzaju i nie ponosi odpowiedzialności za zobowiązania współmałżonka. Jest to bardzo ważny zapis w przypadku, gdy jeden z małżonków wykonuje działalność zawodową związaną z ponoszeniem ryzyka finansowego.

Wprowadzenie zmiany w istniejącym małżeńskim ustroju majątkowym

Małżonkowie mogą również wprowadzić zmiany w aktualnym ustroju majątkowym. Są to zasady dotyczące rozliczeń, które można zmieniać, dotyczące obliczania odszkodowań lub warunków podziału majątku objętego ustrojem wspólności, jak również zasady dotyczące domniemania własności w ustroju rozdzielności majątkowej.

III – Skutki zmiany małżeńskiego ustroju majątkowego i odwołania wierzycieli

Skutki wobec małżonków

Zmiana małżeńskiego ustroju majątkowego wchodzi w życie w dniu podpisania aktu notarialnego, jeżeli sprzeciwu przeciwko niemu nie złożą dorosłe dzieci lub wierzyciele. W przeciwnym razie nabiera mocy w dniu zatwierdzenia sądowego.

Skutki wobec osób trzecich

Zmiana małżeńskiego ustroju majątkowego nabiera mocy wobec osób trzecich trzy miesiące po naniesieniu adnotacji o tej zmianie na akcie małżeństwa małżonków, pod warunkiem że w umowach zawartych z osobami trzecimi małżonkowie poinformowali o zmianie swojego małżeńskiego ustroju majątkowego.

Dokonanie wpisu w księdze wieczystej

Jeżeli skutkiem zmiany małżeńskiego ustroju majątkowego jest przeniesienie własności do nieruchomości, notariusz musi dokonać wpisu do rejestrów nieruchomości, na przykład w przypadku objęcia ustrojem wspólności majątkowej mienia osobistego małżonka.

Powództwo wierzycieli — skarga pauliańska

Ostatni ustęp artykułu 1397 francuskiego kodeksu cywilnego stanowi: „*Wierzyciele niewnoszący sprzeciwu w przypadku wystąpienia działania na ich szkodę mogą sprzeciwić się zmianie małżeńskiego ustroju majątkowego zgodnie z postanowieniami artykułu 1167*”. Artykuł 1167 dotyczy powództwa zwanego skargą pauliańską, które pozwala wierzycielom żądać uznania czynności prawnej dłużnika za bezskuteczną w przypadku, gdy w związku z tą czynnością pogorszyła się sytuacja wierzycieli.

Zmiana małżeńskiego ustroju majątkowego, która może przynieść szkodę interesom wierzycieli to zazwyczaj zmiana mająca na celu zastąpienie ustroju wspólności majątkowej ustrojem rozdzielności majątkowej. Tymczasem zmiana tego rodzaju nie ma z zasady charakteru oszukańczego. Aby żądać uznania zmiany małżeńskiego ustroju majątkowego za nieważną, wierzyciele muszą udowodnić, że przy wprowadzeniu ustroju rozdzielności małżonkowie mieli zamiar działania oszukańczego, na przykład w związku ze zbyt dużą szacowaną wysokością długów lub długami fikcyjnymi, niedokładnym określeniem mienia własnego, przydziałem mienia o wątpliwej wartości małżonkowi dłużnikowi i mienia o pewnej wartości drugiemu małżonkowi.

Postępowanie upadłościowe lub układowe

Kodeks handlowy stanowi, że czynności prawne wykonane przez przedsiębiorcę, którego firma podlega postępowaniu naprawczemu lub likwidacji sądowej, są bezskuteczne w przypadku, gdy zrealizowano je w tzw. okresie „podejrzanym”, zawartym pomiędzy dniem ustania płatności i dniem decyzji sądu ustanawiającej wszczęcie odpowiedniego postępowania.

IV — Opłaty notarialne oraz opodatkowanie zmiany małżeńskiego ustroju majątkowego

Wynagrodzenie notariusza jest określone w przepisach ustalających stawki poszczególnych usług

Stawka jest jednolita i obowiązuje wszystkich notariuszy.

Pobieranie podatku:

- w przypadku gdy nie jest należny podatek proporcjonalny lub progresywny: pobierana jest stała opłata w wysokości 125,00 euro.
- w przypadku gdy wspólność majątkowa zastępuje inny małżeński ustrój majątkowy: następuje zwolnienie z podatku proporcjonalnego oraz z opłaty z tytułu wpisu do księgi wieczystej, jeżeli w grę wchodzi nieruchomości, przy czym koszty administracyjne z tytułu wpisu do księgi wieczystej i publikacji praw własności do nieruchomości (dawniej opłaty dla urzędu hipotecznego) są nadal należne i wynoszą 0,10% wartości nieruchomości.
- w przypadku gdy ustrój rozdzielności majątkowej zastępuje ustrój wspólności: pobierana jest opłata rejestracyjna w wysokości 1,10 % od dzielonego mienia wspólnego oraz opłata administracyjna z tytułu wpisu do księgi wieczystej i publikacji praw własności do nieruchomości w wysokości 0,10 % wartości nieruchomości.

POSZCZEGÓLNE UMOWY MAJĄTKOWE MAŁŻEŃSKIE I ICH USTALENIA

Obowiązujące zasady dotyczą wszystkich niezależnie od wybranego małżeńskiego ustroju majątkowego i niezależnie od daty zawarcia związku małżeńskiego; mowa tu o „bezwzględnie obowiązującym ustroju podstawowym”, którego główne zasady są następujące:

- Małżonkowie zobowiązani są wzajemnie wobec siebie do wierności, pomocy i wsparcia.
- Małżonkowie ponoszą wspólnie koszty małżeńskie proporcjonalnie do swoich możliwości (wakacje, czynsze, rozrywki itp.).
- Małżonkowie są odpowiedzialni solidarnie za koszty utrzymania gospodarstwa domowego (uiszczanie czynszu, opłat itd.) czy koszty edukacji dzieci (np. czesne, koszty leczenia itd.).
- Bez zgody współmałżonka małżonek nie może zbyć nieruchomości będącej miejscem zamieszkania rodziny, nawet jeśli jest on jedynym właścicielem nieruchomości.

Niemniej jednak w niektórych przypadkach może okazać się korzystnym sporządzenie umowy majątkowej małżeńskiej albo w celu ustalenia ustroju prawnego, o którym mowa poniżej, albo w celu przyjęcia innego małżeńskiego ustroju majątkowego, który będzie najbardziej odpowiedni dla interesów przyszłych małżonków.

III- Ustawowa małżeńska wspólność majątkowa

Od momentu zawarcia związku małżeńskiego małżonkowie podlegają małżeńskiemu ustrojowi majątkowemu, tzn. zbiorowi zasad określających ich prawa i obowiązki. Jeśli nie dokonali uprzednio konkretnych wyborów, małżonkowie podlegają wspólności ustawowej ograniczonej do dóbr nabytych, nazywanej również „ustrojem wspólnotowym”. Ustrój ten dotyczy małżonków, którzy zawarli związek małżeński bez zawierania umowy majątkowej małżeńskiej po 1 lutego 1966 r.

Ustrój ten rozróżnia dwa rodzaje dóbr:

- **Dobra o charakterze osobistym będące własnością** każdego z małżonków, zwane „majątkiem odrębnym”. Są to dobra nabyte przed zawarciem małżeństwa lub nabyte w trakcie małżeństwa w drodze dziedziczenia lub darowizny.
- **Są to dobra nabyte odpłatnie w trakcie małżeństwa oraz dochody pochodzące z działalności zawodowej małżonków** (wynagrodzenia itp.), a także dobra wynikające z majątku odrębnego lub wspólnego (wynajem, odsetki od lokat). Jednakże w przypadku pożyczki lub poręczenia zawartych bez zgody współmałżonka wierzyciele małżonka dłużnika będą mogli dochodzić roszczeń jedynie z majątku odrębnego i dochodów tego małżonka.

Oдноśnie do zadłużeń

- **Zadłużenia powstałe przed zawarciem związku małżeńskiego:** każde z małżonków ponosi wyłączną odpowiedzialność za długi zaciągnięte przed zawarciem związku
- **Zadłużenia powstałe po zawarciu związku małżeńskiego:** małżonkowie ponoszą za nie wspólną odpowiedzialność. Jeśli jedno z małżonków zaciąga dług, to małżonkowie ponoszą wspólną odpowiedzialność za to zadłużenie. W celu rozliczenia tego długu wierzyciel będzie mógł dochodzić roszczeń z majątku wspólnego i majątku odrębnego małżonka dłużnika, jednak nie z zysków i wynagrodzeń współmałżonka.

IV- Poszczególne umowy majątkowe małżeńskie w prawie francuskim

W zależności od sytuacji rodzinnej i majątkowej małżonkowie mogą przedkładać jeden ustrój nad innym, wybierając jedną z podstawowych umów majątkowych małżeńskich poniżej:

- Ustrój małżeńskiej rozdzielności majątkowej
- Udział w majątku nabytym
- Pełna wspólnota majątkowa

Tym samym umowa majątkowa małżeńska umożliwia ustalenie podziału majątku, a także rozmaitych zasad zarządzania i administracji. Wszelka umowa majątkowa małżeńska zawierana jest w **drodze aktu notarialnego przed zawarciem związku małżeńskiego**. W przeciwnym razie małżonkowie muszą odczekać dwa lata od zawarcia związku, aby zmienić ustrój małżeński.

c) Ustrój wspólnotowy

- **Pełna wspólnota majątkowa**

Wszystkie składniki majątku niezależnie od ich pochodzenia są wspólne. Niezależnie od tego, czy są to dobra ruchome (suma pieniężna, konto maklerskie itd.), czy nieruchomości, czy zostały nabyte przed zawarciem związku, czy w trakcie małżeństwa.

W przypadku rzeczony umowy wszystkie obecne lub przyszłe zadłużenia, w tym zadłużenia sprzed zawarcia związku, są wspólne.

d) Ustroje rozdzielności majątkowej

- **Ustrój małżeńskiej rozdzielności majątkowej**

Ustrój małżeńskiej rozdzielności majątkowej odpowiedni jest dla małżonków, którzy mają odmienne sytuacje finansowe i nie chcą znaleźć się we wspólnocie majątkowej w stosunku do dóbr nabytych dzięki owocom ich pracy. Ustrój ten zdecydowanie zaleca się w przypadku, gdy jedno z małżonków prowadzi działalność gospodarczą, rzemieślniczą lub uprawia wolny zawód, gdyż rozdzielność majątkowa chroni tym samym majątek współmałżonka.

W zakresie zarządzania każde z małżonków zachowuje wyłączne prawo własności do majątku:

- Który posiadało przed zawarciem związku małżeńskiego
- Lub nabyło w trakcie małżeństwa nieodpłatnie lub odpłatnie

- Obejmującego przychody, zyski i wynagrodzenia
- Każde z małżonków osobiście odpowiada za swoje zadłużenie

- **Udział w majątku nabytym**

Ustrój ten dotyczy równocześnie wspólnoty i rozdzielności majątkowej. Działa on w następujący sposób:

- Rozdzielność majątku w trakcie małżeństwa: w trakcie małżeństwa małżonkowie pozostają w identycznej sytuacji, jak gdyby pobrali się w ramach ustroju rozdzielności majątkowej.
- podział owoców wzbogacenia się przy rozwiązaniu ustroju: przy rozwiązaniu ustroju (zgon, rozwód, zmiana ustroju) każde z małżonków uczestniczy w połowie wzbogacenia się współmałżonka: mowa tu o roszczeniu udziału. Roszczenie to określa się przez porównanie końcowego majątku (cały majątek należący do każdego z małżonków w dniu ustania ustroju) z majątkiem początkowym (majątek należący do małżonków w dniu zawarcia związku małżeńskiego i/lub nabyty w drodze darowizny lub dziedziczenia). W razie stwierdzenia wzbogacenia jest ono dzielone po połowie. Jeśli jednak stwierdza się zubożenie, to jedynie małżonek, którego to zubożenie dotyczy, sam ponosi jego konsekwencje.

III — Możliwe modyfikacje mające zapewnić małżonkom ochronę i korzyści

Korzyść małżeńska to zawarta w umowie majątkowej małżeńskiej klauzula, na mocy której małżonkowie przekazują sobie nawzajem część majątku wspólnego korzystniejszą aniżeli ta przewidziana pierwotnie w danym małżeńskim ustroju majątkowym. Korzyści małżeńskie możliwe są jedynie w ramach ustroju wspólnotowego.

Pozwalają one tym samym na odstępstwo od zasady, że wspólnota majątkowa dzielona jest po połowie między małżonków, umożliwiając:

- przekazanie jednego lub wielu składników majątku wspólnego przed podziałem;
- podział majątku wspólnego na nierówne części.

W ramach wspomnianych korzyści małżeńskich rozróżniamy:

- Korzyści wchodzące w życie w trakcie małżeństwa (np.: przyjęcie pełnej wspólnoty majątkowej);
- Korzyści wchodzące w życie w momencie rozwiązania małżeńskiego ustroju majątkowego lub zgonu jednego z małżonków (np. klauzula o nierównym podziale).

W razie rozvodu korzyści są:

- Nieodwołalne w przypadku korzyści małżeńskich wchodzących w życie w trakcie małżeństwa;
- Odwołalne w przypadku korzyści uzgodnionych na przyszłość.

Najczęściej stosowanymi korzyściami małżeńskimi są:

- **Klauzula przekazania za spłatą:** w przypadku rozwiązania wspólnoty małżonek ma możliwość pierwszeństwa wyboru składnika majątku, którego wartość jest przypisywana do udziału małżonka beneficjenta. Jeśli wartość ta przekracza wartość udziału, małżonek musi przełać dzieciom różnicę, zwaną spłatą. Tym samym dzieci nie doznają krzywdy, zaś współmałżonek ma pewność, że dzieci nie będą mogły domagać się sprzedaży składnika majątku.
- **Klauzula prawa przyznania spadkobiercy określonego składnika masy spadkowej:** umożliwia przekazanie współmałżonkowi ze wspólnego majątku przed wszelkim jego podziałem albo składnika lub składników majątku, albo sumy pieniężnej. Niezaprzeczalną zaletą jest fakt, iż małżonek beneficjent nie jest nic winien wspólnocie ani spadkobiercom.
- **Klauzula nierównego podziału:** małżonkowie decydują, że podział majątku odbędzie się w innych proporcjach aniżeli te przewidziane prawem. Każde z małżonków odpowiada za wspólne zobowiązania proporcjonalnie do posiadanego udziału.
- **Klauzula całkowitego przyznania własności:** pozostały przy życiu małżonek otrzymuje nie tylko połowę wspólnego majątku, która mu się należy, ale również drugą połowę — albo na własność, albo w użytkowanie. .

Klauzulę tę można ustanowić na rzecz jednego lub obojga małżonków, jednak działa ona wyłącznie w przypadku rozwiązania wspólnoty przez śmierć. Jest ona często powiązana z ustrojem pełnej wspólnoty majątkowej.

- **klauzula wkładu do wspólnoty:** małżonkowie wnoszą jeden lub kilka składników majątku odrębnego do wspólnoty; składniki takie otrzymują wówczas status majątku wspólnego. .
- **Wspólnota dóbr nabytych:** w przypadku ustroju rozdzielności majątkowej małżonkowie mogą zawrzeć klauzulę „wspólnoty dóbr nabytych”, w której określą kategorię składników majątku nabywanych w trakcie małżeństwa.

Jak w przypadku ustrojów wspólnotowych małżonkowie posiadający rozdzielność majątkową mogą zawrzeć klauzule prawa przyznania spadkobiercy określonego składnika masy spadkowej lub nierównego podziału wspólnoty dóbr nabytych.

V- Małżeński ustrój majątkowy na tle prawa międzynarodowego

W przypadku istnienia umowy majątkowej małżeńskiej

Jeśli takie jest ich życzenie, małżonkowie mają możliwość określenia przed zawarciem związku małżeńskiego oraz w drodze umowy majątkowej małżeńskiej prawa właściwego dla ich małżeńskiego ustroju majątkowego.

Ta zasada wolności małżonków ma swoje ograniczenia. I tak małżonkowie mogą wyznaczyć jedynie prawo Państwa:

- którego obywatelstwo posiada jedno z małżonków
- lub na terenie którego znajduje się miejsce stałego pobytu jednego z małżonków,
- lub na terenie którego znajdzie się miejsce stałego pobytu jednego z małżonków po zawarciu związku małżeńskiego.

W przypadku braku umowy majątkowej małżeńskiej

Określenie małżeńskiego ustroju majątkowego jest bardziej złożone. Odwołuje się tu do prawa, które małżonkowie w sposób dorozumiany wybrali do określenia swojego małżeńskiego ustroju majątkowego. Rozwiązania różnią się między sobą w zależności od tego, czy małżonkowie pobraли się przed 1 września 1992 r., czy po tej dacie.

- **Małżonkowie, którzy zawarli związek przed 1 września 1992 r.**

W przypadku małżonków, którzy zawarli związek przed tą datą, francuskie normy kolizyjne zachowują zasadę autonomii woli, tzn. prawa, które uznaje się za wybrane przez małżonków w sposób dorozumiany. Stosowanym kryterium jest tu pierwszy adres zamieszkania wybrany przez małżonków po zawarciu związku małżeńskiego. Ogólnie rzecz biorąc, wymagany jest, aby pierwszy adres zamieszkania pełnił tę funkcję przez co najmniej 2 lata.

- **Małżonkowie, którzy zawarli związek po 1 września 1992 r.**

Zastosowanie mają postanowienia Konwencji haskiej z 1978 r.

W przypadku braku wyboru wyrażonego przez małżonków przed zawarciem związku prawem właściwym jest z zasady prawo obowiązujące w ich pierwszym miejscu stałego pobytu. W przeciwieństwie do prawa powszechnego Konwencja haska przewiduje automatyczną zmianę prawa właściwego w trzech przypadkach:

- Jeżeli małżonkowie zamieszkają na stałe w Państwie ich wspólnego obywatelstwa.
- Jeżeli ponad dziesięć lat po zawarciu związku małżeńskiego mieszkają w danym Państwie; w przypadku małżonków, którzy nie określili adresu stałego

miejsca zamieszkania w tym samym Państwie po zawarciu związku małżeńskiego (i których małżeński ustrój majątkowy podlegał w związku z tym prawu Państwa wspólnego obywatelstwa) — jeżeli określą adres stałego miejsca zamieszkania w tym samym Państwie.

- Jeżeli określą adres stałego miejsca zamieszkania w tym samym Państwie.

IV — Opłaty notarialne oraz opodatkowanie zmiany małżeńskiego ustroju majątkowego

Wynagrodzenie notariusza podlega uregulowaniom prawnym i określonym stawkom. Stawka jest jednolita i obowiązuje wszystkich notariuszy.

UMOWA MIĘDZY POLSKĄ RZECZĄPOSPOLITĄ LUDOWĄ A REPUBLIKĄ FRANCUSKĄ Z DNIA 5 MARCA 1967 R.

Umowa zawarta między Polską Rzeczpospolitą Ludową a Republiką Francuską dnia 05 kwietnia 1967 r., która weszła w życie 1 marca 1969 r., o prawie właściwym, jurysdykcji i wykonywaniu orzeczeń w zakresie prawa osobowego i rodzinnego. Na ogół przed rozpoczęciem postępowania rozwodowego małżeństwa z elementem obcym (transgranicznego) pojawia się wiele pytań, a w szczególności:

- Sąd jakiego państwa jest sądem właściwym?
- Prawo, którego państwa ma zastosowanie?

Po ustaleniu właściwości sądu należy poznać właściwe przepisy dotyczące rozvodu i możliwe konsekwencje tych przepisów oraz upewnić się co do nich.

- Który sąd jest sądem właściwym?

Miejsce zawarcia związku małżeńskiego nie jest związane z określeniem prawa właściwego dla orzekania w sprawie rozvodu. W istocie do określenia sądu właściwego i rozwiązania tzw. „konfliktów jurysdykcyjnych” stosuje się międzynarodowe konwencje, a w szczególności przepisy prawa unijnego.

I tak Rozporządzenie Rady (WE) nr 2201/2003 z dnia 27 listopada 2003 r. ma służyć harmonizacji i uproszczeniu postępowania rozwodowego, niezależnie od obywatelstwa małżonków, o ile jedno z nich znajduje się na obszarze podlegającym temu Rozporządzeniu. I tak Artykuł 3 Rozporządzenia nr 2201/2003 określa następującą zasadę właściwości:

„W sprawach dotyczących rozvodu, separacji lub unieważnienia małżeństwa właściwe są sądy Państwa Członkowskiego:

- a) na którego terytorium:

- małżonkowie zwykle zamieszkują lub
- małżonkowie ostatnio zwykle zamieszkiwali, jeśli jeden z nich nadal tam zamieszkuje, lub
- pozwany zwykle zamieszkuje, lub
- w przypadku wspólnego wniosku, którykolwiek z małżonków zwykle zamieszkuje, lub
- składający wniosek zwykle zamieszkuje, jeśli mieszkał tam przynajmniej rok bezpośrednio przed złożeniem wniosku, lub
- składający wniosek zwykle zamieszkuje, jeśli mieszkał tam przynajmniej sześć miesięcy bezpośrednio przed złożeniem wniosku i jest albo obywatelem danego Państwa Członkowskiego albo, w przypadku Zjednoczonego Królestwa i Irlandii, ma tam „miejsce stałego zamieszkania”;

b) którego obywatelami są oboje małżonkowie lub, w przypadku Zjednoczonego Królestwa i Irlandii, na którego terytorium mają „miejsce stałego zamieszkania”. »

Niezależnie od obywatelstwa stron kryteria właściwości należy sprawdzić przed rozpoczęciem wszelkiego postępowania.

- Które prawo jest prawem właściwym?

Po określeniu sądu właściwego złożoność prawa prywatnego międzynarodowego objawia się na poziomie określania prawa właściwego, a więc tzw. „prawa kolizyjnego”.

W kwestii rozvodu:

W dniu 21 czerwca 2012 r. w Unii Europejskiej weszło w życie Rozporządzenie Rady (UE) nr 1259/2010 w sprawie wprowadzenia w życie wzmocnionej współpracy w dziedzinie prawa właściwego dla rozvodu i separacji prawnej. Rozporządzenie to umożliwia małżonkom wybór prawa właściwego dla postępowania rozwodowego.

W przypadku braku wyboru prawo właściwe zostanie określone na podstawie łączników: W braku wyboru prawa, prawo właściwe zostanie wskazane / określone za pomocą następujących łączników :

- prawo miejsca zwykłego pobytu małżonków w momencie wytoczenia powództwa; lub, w przypadku braku takiegoż, - prawo miejsca kraju miejsca zwykłego pobytu małżonków z momentu wniesienia pozwu,
- prawo obszaru, w którym małżonkowie mieli ostatnio miejsce zwykłego pobytu, pod warunkiem że okres zwykłego pobytu nie zakończył się wcześniej niż rok przed wytoczeniem powództwa, o ile w momencie wytoczenia powództwa jedno z nich nadal zamieszkuje w tym Państwie; lub, w przypadku braku takiegoż,
- prawo obszaru, którego obywatelami są oboje małżonkowie w chwili wytoczenia powództwa; lub, lub, w przypadku braku takiegoż,
- prawo obszaru, w którym wytoczono powództwo.

Należy pamiętać, iż tzw. Rozporządzenie rozwodowe nie ma odniesienia do małżeństw polsko francuskich, które mają miejsce zamieszkania w Polsce lub we Francji.

W niektórych sytuacjach umowa dwustronna reguluje wspomnianą kwestię prawa właściwego. Jest to m.in. przypadek Umowy między Polską a Francją.

1 — Umowa między Polską a Francją

I — Zasady Umowy

Artykuł 5 Umowy stanowi, co następuje:

- „Stosunki prawne osobiste i majątkowe między małżonkami podlegają prawu Wysokiej Umawiającej się Strony, na której terytorium małżonkowie mają miejsce zamieszkania;

- Jeżeli jeden z małżonków zamieszkuje na terytorium jednej Wysokiej Umawiającej się Strony, a drugi — na terytorium drugiej Strony i jeżeli oboje małżonkowie posiadają to samo obywatelstwo, ich stosunki prawne osobiste i majątkowe podlegają prawu wysokiej Umawiającej się Strony, której są obywatelami.

3. Jeżeli jeden z małżonków jest obywatelem jednej Wysokiej Umawiającej się Strony, a drugi — obywatelem drugiej Strony i jeżeli jeden z nich zamieszkuje na

terytorium jednej Wysokiej Umawiającej się Strony, a drugi — na terytorium drugiej Strony, ich stosunki prawne osobiste i majątkowe podlegają prawu Wysokiej Umawiającej się strony, na której terytorium małżonkowie mieli ostatnie wspólne miejsce zamieszkania”.

Zgodnie z Artykułem 6:

1. „Warunki ważności i skutki majątkowych umów małżeńskich określa prawo Wysokiej Umawiającej się Strony, które wybrali małżonkowie.
2. Warunki ważności i skutki majątkowych umów małżeńskich niewskazujących wyraźnie prawa, które małżonkowie wybrali, określa prawo Wysokiej Umawiającej się Strony, na której terytorium umowy te zostały zawarte”.

II — Skutki prawne umowy na postępowania rozwodowe

Zgodnie z Artykułem 8 rzeczony Umowy rozwód oraz rozdział od stołu i łoża orzeka się zgodnie z prawem krajowym wspólnym dla małżonków lub, w przypadku obywatelstw różnych państw, „zgodnie z prawem Wysokiej Umawiającej się Strony, na której terytorium małżonkowie mają lub mieli ostatnie miejsce zamieszkania”.

Umowa ma zastosowanie nie tylko w przypadku sporów pomiędzy obywatelami Francji i Polski, ale również w przypadku sporów przeciw stronom posiadającym obywatelstwo francuskie, ale zamieszkałym w Polsce, lub posiadającym obywatelstwo polskie, ale zamieszkałym we Francji.

W przypadku podwójnego obywatelstwa (francuskiego i polskiego) małżonków sąd francuski, przed którym wytoczono powództwo o rozwód, może być skłonny do przedkładania obywatelstwa francuskiego nad obywatelstwo polskie ze względu na miejsce jurysdykcji. Musi on jednak brać obecnie pod uwagę zasadę prawa UE, zgodnie z którą przewaga jednego obywatelstwa nad drugim stanowi dyskryminację.

2 — Konwencja haska

Konwencja haska z dnia 14 marca 1978 r. pozwala określić prawo właściwe dla małżeńskich ustrojów majątkowych zawierających element międzynarodowy. W przypadku małżeństw polsko-francuskich stosujemy je w przypadkach, do których nie możemy zastosować konwencji polsko-francuskiej, o których wyżej mowa.

Należy rozróżnić dwa przypadki:

- Związki małżeńskie zawarte przed 1 września 1992 r. podlegają zasadom prawa powszechnego: prawem właściwym jest prawo pierwszego miejsca zamieszkania małżonków.
- Związki małżeńskie zawarte po 1 września 1992 r.: stosunki majątkowe małżonków reguluje Konwencja haska. W przypadku braku wyboru dokonanego przez małżonków przed zawarciem związku prawem właściwym jest prawo obowiązujące w ich pierwszym miejscu stałego pobytu.

Niemniej jednak istnieją trzy wyjątki od stosowania rzeczony Umowy, w przypadku których zastosowanie ma prawo krajowe wspólne dla obu małżonków:

- W przypadku hipotetycznego braku miejsca zwykłego pobytu małżonków na terytorium tego samego Państwa po zawarciu związku małżeńskiego;
- Gdy małżonkowie posiadają oboje obywatelstwo holenderskie (o ile nie mieszkali oni we Francji lub Luksemburgu od 5 lat, nie zawarli związku małżeńskiego i nie mieszkali nadal w jednym z tych państw. W takim przypadku będą podlegać prawu francuskiemu lub luksemburskiemu).

- Jeżeli oboje małżonkowie posiadają obywatelstwo jednego z następujących państw (Afganistan, Albania, Algieria, Niemcy, Angola, Austria, Belgia (do 1 października 2004 r.), Bułgaria, Republika Zielonego Przylądka, Korea, Egipt, Zjednoczone Emiraty Arabskie, Hiszpania, Finlandia, Grecja, Węgry, Indonezja, Irak, Włochy, Japonia, Jordania, Kuwejt, Liban, Liechtenstein, Maroko, Polska, Portugalia, Rumunia, Senegal, Somalia, Szwecja, Syria, Czad, Czechy, Słowacja, Tajlandia, Tunezja, Turcja, Watykan, Jugosławia, Haiti, Dominikana, Surinam) i ustalają pierwsze miejsce stałego pobytu w innym z wymienionych państw.

PARTIE II : LES REGIMES MATRIMONIAUX EN POLOGNE

Section 1 : en langue française

- a) le régime primaire
- b) les régimes matrimoniaux
- c) Modification du régime matrimonail
- d) les contrats de mariage
- e) le divorce
- f) Les mariages franco-polonais : questions patrimoniales, règles conventionnelles ;
Les mariages franco-polonais : questions patrimoniales régies par la loi Polonaise.

FICHE I : LE REGIME PRIMAIRE

Les rapports patrimoniaux entre les conjoints sont régis en droit polonais par les dispositions de la loi du 25 février 1964 portant Code de la famille et de la tutelle (Kodeks rodzinny i opiekunczy, ci-après CFT).

La célébration du mariage

Les conjoints ne peuvent pas décider de n'être soumis à aucun régime patrimonial, ils ne peuvent pas non plus choisir un autre régime que celui prévu par le CFT.

En l'absence d'un contrat de mariage définissant le régime patrimonial, les conjoints sont soumis au régime patrimonial légal. Conformément à l'article 31 § 1 du CFT « Dès la conclusion du mariage, la loi fait naître entre les conjoints une communauté patrimoniale (communauté légale) englobant les biens acquis par les deux conjoints ou par l'un d'eux pendant que dure la communauté légale (acquêts). Les biens non englobés par la communauté légale constituent le patrimoine propre de chacun des conjoints¹ ».

Les règles auxquelles sont soumis les conjoints indépendamment du régime

La règle de base à laquelle sont soumis les conjoints est celle de l'égalité de leurs droits et devoirs dans le mariage, aucun des conjoints n'y étant privilégié. Qui plus est, ils sont tenus au maintien de la vie commune, à l'aide mutuelle, à la fidélité et à la coopération dans l'intérêt de la famille qu'ils ont fondée par leur union. Ces règles ne peuvent pas être modifiées par un contrat entre les conjoints et elles restent en vigueur indépendamment du régime matrimonial. De surcroît, toutes les décisions importantes pour la famille devraient être prises d'un commun accord et c'est seulement à défaut de celui-ci que les parties peuvent demander à un tribunal de trancher.

Il est également impossible de se soustraire par le contrat de mariage à l'obligation de subvenir aux besoins de la famille, étant entendu que les conjoints peuvent y parvenir non seulement par un travail rémunéré, mais aussi en contribuant à l'éducation des enfants et aux soins du ménage.

La responsabilité solidaire des conjoints

L'article 30 du CFT prévoit que « Les deux conjoints sont solidairement tenus des engagements contractés par l'un d'eux dans les affaires résultant de la satisfaction aux besoins ordinaires de la famille. Pour des causes graves, le tribunal peut statuer, sur la demande de l'un des conjoints, que des engagements prévus au § 1^{er} répond celui seulement qui les a contractés. Cette décision peut être levée si les circonstances viennent à se modifier² ».

¹ Code de famille et de tutelle de la République Populaire de Pologne, trad. du polonais par Maciej Szepietowski, Wydawnictwa Prawnicze, Varsovie, 1966, p. 29 (traduction modifiée).

² Op. cit., pp. 28-29.

Les engagements contractés par l'un des conjoints doivent résulter d'un acte juridique car l'article 30 du CFT n'englobe pas les engagements résultant d'actes illicites, même s'ils sont liés à la satisfaction des besoins ordinaires de la famille.

La satisfaction des besoins ordinaires de la famille, ce n'est pas seulement la satisfaction des besoins absolument vitaux, mais également des besoins courants et quotidiens de toute la famille et de ses différents membres (aliments, vêtements, logement, soins de santé, développement spirituel et culturel, éducation des enfants).

Il importe de souligner que les conjoints ne peuvent, par voie conventionnelle, ni exclure ni limiter la responsabilité solidaire découlant de l'article 30 du CFT, que ce soit pour les engagements déjà contractés ou futurs.

La gestion du patrimoine propre de l'un des conjoints

Le Code de la famille et de la tutelle instaure la règle selon laquelle chacun des conjoints peut agir à la place de l'autre dans les affaires de la gestion ordinaire du patrimoine de l'un d'eux en cas d'empêchement temporaire. Cette gestion peut être effectuée sans mandat supplémentaire, mais le défaut de consentement du conjoint empêché a pour effet de l'exclure totalement. La gestion ordinaire comprend aussi bien les actes juridiques que les faits juridiques liés à la jouissance normale du patrimoine ou de ses différents éléments.

La location d'un logement

La location d'un logement constitue l'une des façons les plus courantes de satisfaire ses besoins en matière d'habitation. Les conjoints sont titulaires du bail d'un logement, indépendamment des rapports patrimoniaux qui existent entre eux, si la location du logement destiné à satisfaire les besoins en matière d'habitation de la famille qu'ils ont fondée a débuté pendant la durée du mariage. Si les conjoints sont soumis au régime de la séparation de biens ou de la séparation de biens avec participation aux acquêts, les dispositions relatives à la communauté légale s'appliquent par analogie à la cotitularité du bail d'habitation. La cessation de la communauté patrimoniale durant le mariage n'entraîne pas la cessation de la cotitularité du bail d'habitation concernant le logement destiné à satisfaire les besoins de la famille en matière d'habitation. Le tribunal, en appliquant par analogie les dispositions relatives à la séparation de biens par décision de justice, peut, pour des raisons graves, à la demande de l'un des conjoints, mettre fin à la cotitularité du bail d'habitation (Art. 680¹ § 1 et §2 du Code civil).

FICHE II - LES REGIMES PATRIMONIAUX

En l'absence d'un régime matrimonial conventionnel, les conjoints restent soumis à la communauté légale. Les conjoints ont la possibilité de conclure un contrat de mariage par lequel ils peuvent :

- a) étendre ou restreindre la communauté légale ;
- b) établir la séparation de biens ;
- c) établir la séparation de biens avec participation aux acquêts.

Si le tribunal prononce la séparation de corps, la mise sous tutelle de l'un des conjoints, la faillite d'un conjoint ou encore la séparation de biens, les conjoints se trouvent soumis au régime de la séparation de biens.

L'introduction

Si, avant de contracter mariage, les conjoints n'ont pas conclu de contrat de mariage, après la célébration du mariage, ils sont soumis au régime légal (art. 31 du CFT). Ils peuvent toutefois choisir un autre régime patrimonial. Le contenu du contrat de mariage concerne le choix d'un régime matrimonial particulier. En principe, le droit polonais ne donne pas aux conjoints une liberté entière quant au contenu des contrats qu'ils concluent entre eux (un contrat de mariage modifiant les dispositions s'appliquant à un régime conventionnel donné serait nul), et les types de régimes matrimoniaux forment un catalogue fermé.

Le droit polonais prévoit un seul régime matrimonial défini pour chaque mariage ; dans un contrat de mariage, il est impossible de réunir des éléments typiques de différents régimes matrimoniaux, p.ex. du régime de la communauté conventionnelle avec la participation aux acquêts, et, de surcroît, le régime auquel sont soumis les conjoints s'applique à l'ensemble de leurs biens (tant meubles qu'immeubles).

Le régime de la communauté légale

Le régime de la communauté légale naît au moment où les conjoints contractent mariage, mais également lorsque, durant le mariage, ils résilient le contrat instaurant le régime conventionnel, sans choisir un autre régime. Ce régime prend fin au moment de l'instauration du régime conventionnel ou de la dissolution du mariage. La communauté légale cesse également d'exister lorsque le tribunal prononce la séparation de corps, la mise sous tutelle d'un conjoint ou sa faillite.

En pratique, la majorité des mariages restent sous le régime de la communauté légale.

Une personne exerçant une activité économique doit s'enregistrer auprès de la Base d'enregistrement et d'informations sur les activités économiques [Centralna Ewidencja i Informacja o Działalności Gospodarczej].

La fiche d'enregistrement indique aussi si le mariage contracté par l'entrepreneur est soumis ou non au régime de la communauté légale.

Dans un mariage soumis au régime de la communauté légale, trois masses patrimoniales sont à distinguer : le patrimoine commun des deux conjoints et

les patrimoines propres de l'époux et de l'épouse. Si un droit fait partie du patrimoine commun des conjoints, il s'attache à eux deux et chacun d'eux est le sujet de ce droit.

Le propre de la communauté légale est que tant qu'elle dure, il est impossible d'effectuer le partage du patrimoine commun et aucun des conjoints ne peut disposer ni s'engager à disposer de la part qui lui reviendrait, en cas de cessation de la communauté, dans le patrimoine commun ou dans les différents objets faisant partie de ce patrimoine (art. 35 du CFT).

Les créanciers de l'un des conjoints ne peuvent pas non plus demander le remboursement sur la part qui reviendrait au conjoint débiteur si la communauté cessait.

C'est la date d'acquisition (avant ou après la célébration du mariage) qui constitue le critère décisif d'appartenance d'un objet à un patrimoine donné.

1/ le patrimoine commun

Conformément à l'article 31 § 2 du CFT font partie des acquêts en particulier:

- a) la rémunération du travail et les revenus provenant d'autres activités lucratives de chacun des conjoints ;
La rémunération comprend l'ensemble des prestations de base et complémentaires ; sont considérés de la même façon que la rémunération : les indemnités de licenciement, allocations, indemnités journalières et jetons de présence, pensions de retraite et d'invalidité, bourses.
- b) les revenus du patrimoine commun et du patrimoine propre de chacun des conjoints ;
Sont concernés les revenus de l'activité lucrative, à savoir une activité permanente et systématique du conjoint.
- c) les fonds détenus sur le compte d'un fonds de pension ouvert ou professionnel de chacun des conjoints ;
- d) la somme des cotisations inscrites sur le sous-compte dont il est question dans l'article 40a de la loi du 13 octobre 1998 relative au système d'assurance sociale.

2/ le patrimoine propre

Le Code de la famille et de la tutelle comprend un catalogue fermé d'objets constituant le patrimoine propre de chacun des conjoints (art. 33 du CFT) ; ce sont :

- 1) les biens acquis avant la formation de la communauté légale ;
- 2) les biens acquis par succession, legs ou donation, à moins que le testateur ou le donateur n'en ait décidé autrement ;
- 3) les droits patrimoniaux découlant de la propriété commune régie par des dispositions spéciales ;
- 4) les biens destinés exclusivement à satisfaire les besoins personnels de l'un des conjoints ;
- 5) les droits inaliénables qui ne peuvent s'attacher qu'à une seule personne ;
- 6) les objets obtenus au titre de la réparation accordée pour une lésion corporelle ou un trouble de la santé ou bien à titre de compensation du préjudice subi ; cela ne concerne toutefois pas la pension d'invalidité due au conjoint lésé à cause d'une perte totale ou partielle de la capacité de travail ou en raison d'un accroissement de ses besoins ou d'une diminution de ses chances de réussite à l'avenir ;

- 7) les créances sur la rémunération du travail ou au titre d'autres activités lucratives de l'un des conjoints ;
- 8) les biens obtenus à titre de récompense des succès personnels de l'un des conjoints;
- 9) les droits d'auteur et les droits voisins, les droits de la propriété industrielle et les autres droits du créateur ;
- 10) les biens acquis contre des éléments du patrimoine propre, sauf disposition spéciale contraire.

Les biens énumérés ci-dessus font partie des patrimoines propres des conjoints de plein droit. C'est uniquement par la voie d'un contrat de mariage que les conjoints peuvent étendre la communauté légale à ces éléments ou inclure dans leurs patrimoines propres d'autres objets, non prévus par l'article 33 du CFT. Dans ce cas, les conjoints décident du statut juridique de catégories déterminées de biens et non des éléments du patrimoine pris individuellement.

Pendant la durée de la communauté légale, il existe également la possibilité d'effectuer, par la voie d'actes juridiques entre les conjoints, des transferts de biens entre leurs patrimoines propres et le patrimoine commun. Les transferts de biens sont des actes juridiques portant sur des objets pris individuellement.

En droit polonais, les conjoints gardent la possibilité de disposer librement des éléments de leurs patrimoines propres, y compris d'accomplir dans ce domaine des actes entre eux (p.ex. des donations).

3/ le consentement du conjoint à l'accomplissement d'un acte

En principe, chacun des conjoints peut gérer librement le patrimoine commun.

Toutefois, l'accomplissement de certains actes demande que les conjoints agissent d'un commun accord. L'article 37 du CFT énumère les actes exigeant le consentement de l'autre conjoint :

- 1) un acte juridique dont découle la vente, le fait de grever ou l'acquisition à titre onéreux d'un immeuble, l'emphytéose, l'usufruit ou la jouissance d'un immeuble ;
- 2) un acte juridique dont découle la vente, le fait de grever, l'acquisition à titre onéreux d'un droit réel portant sur un bâtiment ou un local ;
- 3) un acte juridique dont découle la vente, le fait de grever, l'acquisition à titre onéreux et le bail d'une exploitation agricole ou d'une entreprise ;
- 4) une donation sur le patrimoine commun, à l'exception de donations de peu de valeur, communément admises.

Le but supposé du consentement de l'autre conjoint aux actes susvisés est la préservation du patrimoine commun des conjoints dans l'intérêt de la famille.

Le défaut de consentement de l'autre conjoint à l'accomplissement de l'acte juridique énuméré dans l'article 37 du CFT, le refus de le confirmer ou l'absence de possibilité de le confirmer, notamment par suite de l'expiration du délai imparti pour la confirmation par l'autre partie à l'acte, entraînent la nullité absolue de l'acte à partir du moment de son accomplissement (*ex tunc*).

4/ la responsabilité des conjoints sur le patrimoine commun pour les engagements contractés par l'un d'eux

Si l'un des conjoints a contracté un engagement avec le consentement de l'autre, le créancier peut exiger que serve au remboursement non seulement le patrimoine propre du débiteur, mais également le patrimoine commun des conjoints.

Si en revanche le conjoint a contracté l'engagement sans le consentement de l'autre conjoint, le créancier peut exiger que serve au remboursement le patrimoine propre du débiteur ainsi que la partie du patrimoine commun des conjoints constituée de la rémunération perçue par le débiteur au titre du travail, des revenus qu'il a obtenus au titre d'autres activités lucratives et des bénéfices de ses droits d'auteur et des droits voisins, des droits de la propriété industrielle et des autres droits du créateur, et si la créance a son origine dans l'exploitation d'une entreprise comprise dans le patrimoine commun du débiteur et de son conjoint, également des biens faisant partie de cette entreprise. La responsabilité à l'égard du créancier englobe dans ce cas tout le patrimoine propre du débiteur, y compris les créances au titre de la rémunération du travail ou au titre d'une autre activité lucrative.

Fiche III :Modification du régime matrimonial

En règle générale, les conjoints peuvent modifier à tout moment le régime matrimonial auquel ils sont soumis. L'accord de tiers ou d'un tribunal n'est pas requis.

Une restriction découle cependant des droits du créancier d'un conjoint. Le créancier de l'un des conjoints peut demander au tribunal de prononcer la séparation de biens à condition de démontrer de manière convaincante que le remboursement d'une créance attestée par un titre exécutoire demande le partage du patrimoine commun des conjoints. Dans ce cas, les conjoints peuvent signer un contrat de mariage après avoir effectué le partage du patrimoine commun ou après que le créancier a obtenu une garantie ou le remboursement de la créance ou encore après trois ans à compter du moment où la séparation a été prononcée (art. 52 du CFT).

FICHE IV- LES CONTRATS DE MARIAGE

La forme et le contenu des contrats de mariage ; l'étendue de la liberté des parties.

Les règles générales

Les conjoints peuvent choisir un régime matrimonial autre que le régime légal, prévu

par les dispositions du Code de la famille et de la tutelle, en signant un contrat de mariage. Pour être valide, ce contrat doit être établi sous la forme d'un acte notarié. Le droit polonais n'introduit aucun délai pour la signature de ce contrat, il peut être signé avant la célébration du mariage ou à n'importe quel moment pendant sa durée, et les conjoints peuvent également à tout moment changer de régime matrimonial par la résiliation du contrat de mariage ou la signature d'un nouveau contrat, modifiant le régime matrimonial conventionnel auquel ils étaient soumis jusqu'alors. Dans chacun de ces cas, la forme d'un acte notarié est requise.

Cette règle souffre une exception, lorsque les conjoints sont soumis à ce qu'on appelle le régime de la séparation de biens forcée, prononcée par un tribunal pour des raisons graves, à la demande de l'un des conjoints. Dans ce cas, les conjoints ne peuvent pas modifier ce régime de la séparation de biens en signant un contrat de mariage.

Dans le système juridique polonais, aucun registre des contrats de mariage n'existe, et la signature d'un tel contrat n'est pas mentionnée dans les actes d'état civil.

Dans le cas des associés des sociétés de personnes: société en nom collectif, société en commandite simple ou société en partenariat, il est possible d'inscrire au registre des entreprises, tenu pour les sociétés commerciales dans le Registre Judiciaire National, une mention relative à la signature d'un contrat de mariage par un associé.

Le contrat de mariage est opposable aux tiers uniquement si ceux-ci avaient connaissance de son existence et de son genre.

Les conjoints ne peuvent pas décider tout à fait librement de la forme que revêtira leur régime matrimonial conventionnel. Ils ne peuvent que :

- 1) étendre la communauté légale,
- 2) restreindre la communauté légale,
- 3) instaurer la séparation de biens (pure et simple),
- 4) instaurer la séparation de biens avec participation aux acquêts.

Le contrat étendant la communauté légale

Les conjoints peuvent étendre par contrat la communauté légale à certaines catégories de biens et de droits patrimoniaux qui, conformément au Code de la famille et de la tutelle, constituent leur patrimoine propre, à savoir :

- 1) les biens acquis avant la formation de la communauté légale,
- 2) les biens destinés exclusivement à satisfaire les besoins personnels de l'un des conjoints,

- 3) les objets obtenus au titre de la réparation accordée pour une lésion corporelle ou un trouble de la santé ou bien à titre de compensation du préjudice subi ; cela ne concerne toutefois pas la pension d'invalidité due au conjoint lésé à cause d'une perte totale ou partielle de la capacité de travail ou en raison d'un accroissement de ses besoins ou d'une diminution de ses chances de réussite à l'avenir ;
- 4) les créances au titre de la rémunération du travail ou au titre d'une autre activité lucrative de l'un des conjoints ;
- 5) les biens obtenus à titre de récompense des succès personnels de l'un des conjoints ;
- 6) les droits d'auteur et les droits voisins, les droits de la propriété industrielle et les autres droits du créateur ;
- 7) les biens acquis contre des éléments du patrimoine propre.

Certains éléments du patrimoine propre ne peuvent toutefois pas entrer dans le patrimoine commun en vertu d'un contrat de mariage. Sont exclus :

- 1) les biens acquis par succession, legs ou donation ;
- 2) les droits patrimoniaux découlant de la propriété commune régie par des dispositions spéciales (p.ex. patrimoine d'une société civile ou d'une société de personnes dont l'un des conjoints est un associé),
- 3) les droits inaliénables qui ne peuvent s'attacher qu'à une seule personne (p.ex. servitudes personnelles),
- 4) les créances au titre de la réparation accordée pour une lésion corporelle ou un trouble de la santé, pour autant qu'elles ne fassent pas partie de la communauté légale, tout comme les créances à titre de compensation du préjudice subi ;
- 5) les créances encore non exigibles sur la rémunération du travail ou au titre d'autres activités lucratives de l'un des conjoints.

Dans le contrat étendant la communauté légale, les conjoints peuvent décider qu'après la dissolution de cette communauté, leurs parts dans le patrimoine commun ne seront pas égales et fixer des parts d'un montant inégal. Cela doit toutefois concerner tous les éléments du patrimoine commun, et non pas seulement certains d'entre eux.

Le contrat restreignant la communauté légale

Restreindre la communauté légale revient à exclure du patrimoine commun certains de ses éléments, qui, conformément au Code de la famille et de la tutelle, en font partie. Ce Code ne contient pas de restrictions à cet égard.³

Dans le contrat restreignant la communauté légale, les conjoints peuvent décider qu'après la dissolution de cette communauté, leurs parts dans le patrimoine commun ne seront pas égales et fixer des parts d'un montant inégal. Cela doit toutefois concerner tous les éléments du patrimoine commun auxquels s'applique la communauté légale restreinte, et non pas seulement certains d'entre eux.

³ Compte tenu du régime primaire.

Le contrat instaurant la séparation de biens (pure et simple)

Si la séparation de biens est instaurée avant la célébration du mariage, chacun des époux garde son patrimoine acquis avant, mais également après la célébration du mariage, et le gère en toute autonomie. Dans ce cas, la formation du patrimoine commun n'a pas lieu, du point de vue du patrimoine, les conjoints sont donc traités comme deux sujets de droit complètement séparés, compte tenu des règles du régime primaire.

Si la séparation de biens est instaurée à la place de la communauté de biens (légale ou conventionnelle) antérieurement en vigueur, le conjoint garde ce qui lui est revenu par suite du partage du patrimoine commun ainsi que le patrimoine acquis après la signature du contrat instaurant la séparation de biens. La signature de ce contrat n'est pas obligatoirement liée à la conclusion d'un contrat sur le partage du patrimoine commun. Cependant, c'est seulement sa conclusion qui donne à chacun des conjoints la possibilité de disposer librement et tout à fait efficacement des éléments du patrimoine qui lui reviendront par suite du partage du patrimoine commun. Si un immeuble fait partie du patrimoine commun, le contrat sur le partage du patrimoine doit être conclu sous la forme d'un acte notarié.

Le contrat instaurant la séparation de biens avec participation aux acquêts

Le régime de la séparation de biens avec participation aux acquêts a pour objectif de préserver les intérêts de celui des conjoints qui, en raison des responsabilités familiales ou d'autres circonstances (p.ex. de son état de santé ou de conditions de vie difficiles) n'a pas pu, pendant la durée du contrat de mariage instaurant ce régime, accroître son patrimoine.

Jusqu'à la cessation de la séparation de biens avec participation aux acquêts, il n'y a pas de différence entre ce régime et celui de la séparation de biens (pure et simple). La différence n'apparaît qu'au moment où la séparation de biens cesse, c'est seulement alors que le conjoint dont l'acquêt est moins important, peut obtenir une participation aux acquêts de l'autre conjoint qui sont plus importants. Les acquêts désignent l'accroissement de la valeur des éléments du patrimoine de chacun des conjoints, depuis la signature du contrat de mariage instaurant ce régime jusqu'à sa cessation. Le Code de la famille et de la tutelle polonais fixe les règles de calcul des acquêts. Conformément à ces règles :

A) certaines catégories d'éléments du patrimoine ne sont pas prises en compte dans le calcul de la valeur des acquêts ; ce sont notamment :

- 1) les biens acquis avant la signature du contrat instaurant la séparation de biens avec participation aux acquêts,
- 2) les biens acquis par succession, legs ou donation, à moins que le testateur ou le donateur n'en ait décidé autrement ;
- 3) les droits inaliénables qui ne peuvent s'attacher qu'à une seule personne ;

B) certaines catégories d'éléments du patrimoine sont ajoutées à la valeur des acquêts, et notamment :

- 1) les donations consenties par l'un des conjoints, à l'exception de celles faites au profit de descendants communs des conjoints et de menues donations, communément admises, au profit d'autres personnes,

2) les services fournis personnellement par l'un des conjoints au bénéfice du patrimoine de l'autre,

3) les impenses et dépenses faites au profit du patrimoine de l'un des conjoints sur le patrimoine de l'autre.

Les règles ci-dessus ne sont toutefois pas absolument contraignantes et les conjoints peuvent, dans le contrat instaurant ce régime, introduire d'autres règles de calcul de la valeur des acquêts.

La compensation des acquêts s'effectue par la signature d'un contrat entre les conjoints. Si, en vertu de ce contrat, un transfert de propriété d'un immeuble a lieu, le contrat doit revêtir la forme d'un acte notarié.

Le régime juridique des actes entre les conjoints

Les actes juridiques entre les conjoints ayant pour objet le transfert des différents éléments du patrimoine entre le patrimoine commun et le patrimoine propre de l'un des conjoints, sont admissibles, et ne sont pas considérés comme des contrats de mariage, mais ils ont la forme de contrats de droit civil (p.ex. contrats de vente ou de donation). Ces transferts n'exigent pas la forme d'un acte notarié (obligatoire pour les contrats de mariage), exception faite des objets pour le transfert desquels cette forme est obligatoire (p.ex. immeuble, droits de propriété dans une coopérative). Ces transferts de patrimoine ne sont toutefois pas autorisés pendant la durée de la communauté au cas où, s'ils étaient effectués, tout le patrimoine commun des conjoints serait partagé.

FICHE V- LE DIVORCE

Les conséquences juridiques du divorce.

Dans le système juridique polonais, la dissolution du mariage par divorce s'effectue uniquement en vertu d'une décision de justice. Les tribunaux régionaux [*sąd okręgowy*] sont compétents en cette matière. Une désunion complète et durable est une prémisses pour que le divorce puisse être prononcé. La dissolution du mariage devient effective lorsque le jugement de divorce passe en force de chose jugée. A partir de ce moment:

- 1) les anciens conjoints peuvent contracter de nouveaux mariages,
- 2) la communauté de biens (légale ou conventionnelle) entre les conjoints cesse et ils peuvent demander le partage du patrimoine commun (à moins que les rapports patrimoniaux entre les conjoints n'aient été réglés d'une autre manière, p.ex. par la séparation de biens),
- 3) les conjoints dont les rapports patrimoniaux étaient régis par un contrat instaurant la séparation de biens avec participation aux acquêts peuvent demander la compensation des acquêts,
- 4) la succession légale est exclue (les anciens époux peuvent hériter l'un de l'autre uniquement en vertu d'un testament),
- 5) une obligation alimentaire de la part de l'un des conjoints divorcés à l'égard de l'autre est susceptible de naître si :
 - le conjoint divorcé se trouvant dans l'indigence et à qui le tribunal n'a pas attribué la faute du divorce en formule la demande,
 - la faute du divorce a été attribué à l'un des conjoints, alors que le divorce a entraîné une aggravation substantielle de la situation matérielle de l'autre qui en formule la demande.

Dans le jugement de divorce, le tribunal :

- 1) statue sur l'autorité parentale à l'égard des enfants mineurs communs et sur les contacts des parents avec leurs enfants et décide des proportions dans lesquelles chacun des époux doit contribuer aux dépenses liées à l'entretien et l'éducation des enfants,
- 2) statue sur le mode d'utilisation de leur appartement commun par les anciens conjoints,
- 3) à la demande de l'un des conjoints, peut partager le patrimoine commun, à condition que ce partage ne ralentisse pas outre mesure la procédure de divorce.

La participation du notaire à la procédure de divorce

La loi notariale polonaise du 14 février 1991 ne confère aucune compétence au notaire dans la procédure de divorce. Il faut cependant noter que le notaire peut participer à cette procédure en tant que médiateur, pour autant que le maintien du mariage semble possible, avant que le divorce ne soit prononcé, et alors que le tribunal décide de recourir à la médiation. Dans ce cas, le notaire n'accomplit pourtant pas d'actes notariaux, mais joue le rôle de médiateur, après avoir satisfait aux exigences posées par les dispositions relatives à la fonction de médiateur et avoir obtenu l'accord du conseil de l'ordre des notaires compétent.

La participation du notaire à la procédure de partage du patrimoine

Après la dissolution du mariage, le patrimoine commun des anciens conjoints, qualifié de propriété commune, se transforme en propriété partagée en fractions. Chacun des conjoints possède des parts égales dans le patrimoine commun, à moins qu'ils n'aient fixé des montants différents à ces parts dans le contrat de mariage conclu antérieurement.

La signature d'un contrat relatif au partage du patrimoine commun n'est pas obligatoire, mais elle garantit l'efficacité des actes juridiques accomplis par l'un des conjoints et portant sur sa part d'éléments du patrimoine commun. C'est seulement au moment de la signature du contrat relatif au partage du patrimoine commun, que chacun des conjoints acquiert définitivement des éléments déterminés du patrimoine et peut en disposer efficacement.

Le partage du patrimoine commun peut être effectué par un tribunal, il peut également faire l'objet d'un contrat signé par les anciens conjoints. Le partage fait par le tribunal devrait porter sur l'ensemble du patrimoine commun, et uniquement pour des raisons importantes, le tribunal peut limiter le partage à une partie de celui-ci, en revanche, un partage contractuel peut concerner une partie du patrimoine commun.

Pour que la convention relative au partage du patrimoine commun soit valide, aucune forme particulière n'est exigée, à moins que ce patrimoine ne soit composé d'éléments dont le transfert demande une forme particulière. Du point de vue du rôle du notaire dans la procédure du partage conventionnel du patrimoine commun, cela concerne :

- les immeubles, l'emphytéose et les droits de propriété dans une coopérative car, pour que ce genre de contrat soit valide, il doit être conclu sous la forme d'un acte notarié,
- l'entreprise et les parts dans des sociétés à responsabilité limitée car, pour être valide, ce type de contrat doit être revêtu d'une signature authentifiée par un notaire.

En signant une convention relative au partage du patrimoine commun, les anciens époux sont entièrement libres de choisir le mode de partage de ce patrimoine. Dans cette convention, ils devraient également tenir compte des dépenses et impenses faites sur le patrimoine commun au profit des patrimoines propres (à l'exception des dépenses et impenses que nécessitent les biens apportant des profits), et des remboursements des dépenses et impenses faits sur les patrimoines propres au profit du patrimoine commun.

L'acte notarié qui a pour objet le partage d'un patrimoine commun englobant un immeuble, une emphytéose ou un droit de propriété dans une coopérative, inscrits au registre foncier, contient une demande de modification des mentions concernant la propriété dans les registres fonciers tenus pour les droits cités, résultant du partage effectué.

FICHE VI- LES MARIAGES FRANCO-POLONAIS : QUESTIONS PATRIMONIALES, REGLES CONVENTIONNELLES

Les relations entre la Pologne et la France sont régies par une convention relative à la loi applicable, la compétence et l'exequatur dans le droit des personnes et de la famille, faite à Varsovie le 5 avril 1967 (J. O. du 10 février 1969).

La convention est en vigueur depuis le 1^{er} mars 1969.

Il ne faut pas oublier qu'en droit polonais, un ressortissant polonais est traité en tant que Polonais, même s'il a une double nationalité, p.ex. française et polonaise. Dans ce cas, le mariage d'un Polonais et d'une Polonaise qui possède aussi la nationalité française sera traité, du point de vue du droit polonais, comme relevant de la loi polonaise. Il y a toutefois une exception : lorsque des conjoints ayant la nationalité polonaise sont domiciliés en France, en l'absence de choix, c'est la loi française qui sera applicable à leurs rapports patrimoniaux. Il en ira de même pour un mariage de ressortissants français domiciliés en Pologne.

Dans le cas d'une convention internationale, on n'applique pas le renvoi.

Il ne faut pas oublier que certaines règles du droit polonais et du droit français s'appliquent aux conjoints indépendamment de la loi applicable et du régime matrimonial.

En droit polonais, n'existent ni le pacte civil de solidarité ni le mariage homosexuel. La reconnaissance de ces unions contractées à l'étranger est limitée par la clause d'ordre public.

(Choix de la loi)

Conformément à cette convention, des conjoints dont l'un possède la nationalité polonaise et l'autre la nationalité française, peuvent décider s'ils désirent se placer sous l'empire de la loi polonaise ou française pour assurer la validité et les effets de leur contrat de mariage. Si les conjoints n'ont pas choisi la loi applicable au contrat de mariage, tout en ayant conclu ce contrat sur le territoire polonais ou français, on considère que ce contrat est régi par la loi de l'État sur le territoire duquel il a été conclu.

Une conséquence importante de la signature du contrat de mariage, c'est la stabilisation de la loi applicable à l'appréciation des rapports patrimoniaux régis par ce contrat. Une fois choisie, la loi applicable reste en vigueur jusqu'à ce que le contrat conclu par les conjoints soit modifié, indépendamment de changements éventuels de pays où ils sont domiciliés. La loi choisie régit les conditions de validité et les effets des contrats de mariage. De la même manière, la loi déterminée comme applicable en fonction de l'endroit où est conclu le contrat de mariage, en l'absence de choix de la loi applicable, reste en vigueur jusqu'à la modification du contrat signé par les conjoints et régit les conditions de validité et les effets des contrats de mariage.

Les formes des contrats de mariage sont déterminées par la loi polonaise ou française, en fonction de l'État sur le territoire duquel le contrat a été conclu.

Cette question est régie par l'article 6 de la convention franco-polonaise.

(Défaut de choix de la loi)

Conformément à cette convention, si les conjoints n'ont pas choisi la loi applicable au contrat de mariage, ou cette loi n'a pas été déterminée comme

applicable par la signature d'un contrat de mariage, conformément à ce qui précède, les rapports juridiques personnels et patrimoniaux entre les conjoints sont régis par la loi polonaise ou française, en fonction du domicile des conjoints. Si l'un des conjoints est domicilié en Pologne et l'autre en France et qu'ils ont la même nationalité, leurs rapports juridiques personnels et patrimoniaux sont régis par la loi polonaise ou française, en fonction de leur nationalité. Si l'un des conjoints possède la nationalité polonaise et l'autre la nationalité française et que l'un d'entre eux réside en Pologne et l'autre en France, leurs rapports juridiques personnels et patrimoniaux sont régis par la loi polonaise ou française, en fonction de l'État sur le territoire duquel ils ont eu leur dernier domicile commun.

Il ne faut pas oublier que dans ces cas, la loi applicable peut changer durant le mariage, si les conditions déterminant l'applicabilité de la loi polonaise ou française, p.ex. la nationalité ou le domicile, changent.

Cette question est régie par l'article 5 de la convention franco-polonaise.

(Compétence du tribunal)

Dans les affaires concernant les rapports juridiques entre les époux, ainsi que les actions en nullité, en divorce et en séparation de corps, sont compétents les tribunaux polonais ou français, en fonction de l'État (Pologne ou France) sur le territoire duquel les conjoints ont ou ont eu leur dernier domicile.

LES MARIAGES FRANCO-POLONAIS : QUESTIONS PATRIMONIALES REGIES PAR LA LOI POLONAISE

Les rapports patrimoniaux dans les mariages franco-polonais sont en règle générale régis par la convention relative à la loi applicable, la compétence et l'exequatur dans le droit des personnes et de la famille, faite à Varsovie le 5 avril 1967 (J. O. du 10 février 1969).

S'il résulte des circonstances de la cause que cette convention n'est pas applicable, par exemple un Polonais et une Française, depuis qu'ils ont contracté mariage, ont un domicile commun en Irlande, sera alors applicable, du point de vue du droit polonais, la loi du 4 février 2011 sur le droit international privé (J. O. du 15 avril 2011). Cette loi est en vigueur à partir du 16 mai 2011. Du point de vue du droit français, ces mêmes questions seront appréciées à la lumière des dispositions de la convention de La Haye (voir les fiches françaises)

Il ne faut pas oublier qu'en droit polonais, un ressortissant polonais est toujours traité en tant que Polonais, même s'il a une double nationalité, p.ex. française et polonaise.

En droit polonais, n'existent ni le pacte civil de solidarité ni le mariage homosexuel. La reconnaissance de ces unions contractées à l'étranger est limitée par la clause d'ordre public.

Il ne faut pas oublier que certaines règles du droit polonais et du droit français s'appliquent aux conjoints indépendamment de la loi applicable et du régime matrimonial.

Dans les cas hors convention, nous appliquons les règles suivantes.

Les rapports personnels et patrimoniaux entre les conjoints sont régis par la loi de leur nationalité commune actuelle, c'est-à-dire la loi polonaise ou française, en fonction de leur nationalité commune. A défaut de cette loi, est applicable la loi de l'État où les deux conjoints sont domiciliés, et s'ils ne sont pas domiciliés dans le même État, la loi de l'État où les deux conjoints ont leur résidence habituelle. Si les conjoints n'ont pas leur résidence habituelle dans le même État, est applicable la loi de l'État avec lequel les conjoints ont les liens communs les plus étroits. Dans les cas précités, on applique le renvoi. Si la présente loi prescrit l'application d'une loi étrangère et que cette dernière prescrit l'application de la loi polonaise à un rapport juridique donné, c'est la loi polonaise qui est applicable.

PARTIE II : LES REGIMES MATRIMONIAUX EN POLOGNE

Section 2 : en langue polonaise

- a) le régime primaire
- b) les régimes matrimoniaux
- c) Modification du régime matrimonial
- d) les contrats de mariage
- e) le divorce
- f) Les mariages franco-polonais : questions patrimoniales, règles conventionnelles ;
Les mariages franco-polonais : questions patrimoniales régies par la loi Polonaise.

Stosunki majątkowe małżeńskie w prawie polskim uregulowane są przepisami ustawy z dnia 25 lutego 1964 roku Kodeks rodzinny i opiekuńczy (KRO).

Zawarcie związku małżeńskiego

Małżonkowie nie mogą zdecydować, że nie obowiązują ich żaden ustrój majątkowy, jak również nie mogą zdecydować o innym ustroju, niż przewiduje to KRO.

W sytuacji braku umowy majątkowej małżeńskiej regulującej reżim majątkowy obowiązują małżonków ustawy ustrój majątkowy. Zgodnie z art. 31 KRO § 1 „z chwilą zawarcia małżeństwa powstaje między małżonkami z mocy ustawy wspólność majątkowa (wspólność ustawowa) obejmująca przedmioty majątkowe nabyte w czasie jej trwania przez oboje małżonków lub przez jednego z nich (majątek wspólny). Przedmioty majątkowe nieobjęte wspólnością ustawową należą do majątku osobistego każdego z małżonków”.

Zasady obowiązujące małżonków niezależnie od ustroju

Podstawową zasadą obowiązującą małżonków jest zasada równych praw i obowiązków w małżeństwie, żaden z małżonków nie jest w małżeństwie uprzywilejowany. Dodatkowo zobowiązani są oni względem siebie do wspólnego pożycia, wzajemnej pomocy i wierności oraz współdziałania dla dobra rodziny, którą przez swój związek założyli. Zasady te nie mogą być zmienione w drodze umowy pomiędzy małżonkami i obowiązują one niezależnie od ustroju majątkowego. Dodatkowo wszelkie rozstrzygnięcia w sprawach istotnych dla rodziny wymagają współdecydowania, a dopiero w braku porozumienia strony mogą skierować sprawę na drogę sądową.

Nie można też w drodze umowy majątkowej uchylić się od obowiązku przyczyniania się do zaspokajania potrzeb rodziny, przy czym małżonkowie mogą to osiągnąć nie tylko na drodze pracy zarobkowej, ale również czyniąc starania o wychowanie dzieci i pracując we wspólnym gospodarstwie domowym.

Solidarna odpowiedzialność małżonków

Art. 30 KPC przewiduje, iż „oboje małżonkowie są odpowiedzialni solidarnie za zobowiązania zaciągnięte przez jednego z nich w sprawach wynikających z zaspokajania zwykłych potrzeb rodziny. Z ważnych powodów sąd może na żądanie jednego z małżonków postanowić, że za powyższe zobowiązania odpowiedzialny jest tylko ten małżonek, który je zaciągnął. Postanowienie to może być uchylone w razie zmiany okoliczności”.

Zaciąganie zobowiązania przez jednego z małżonków musi być oparte o czynność prawną, gdyż art. 30 KRO nie obejmuje zobowiązań z czynów niedozwolonych, choćby miały one związek z zaspokojeniem zwykłych potrzeb rodziny.

Zaspokojenie zwykłych potrzeb rodziny, to nie tylko zaspokojenie bezwzględnie koniecznych i niezbędnych potrzeb, ale także realizacja bieżących i codziennych potrzeb całej rodziny, jak i poszczególnych jej członków (zapewnienia rodzinie wyżywienia, ubrania, dachu nad głową, dbanie o zdrowie, rozwój duchowy i kulturalny oraz wychowanie dzieci).

Istotnym jest, że małżonkowie nie mogą w drodze umowy ani wyłączyć, ani ograniczyć solidarnej odpowiedzialności wynikającej z art. 30 KRO i to zarówno w odniesieniu do zobowiązań już zaciągniętych, jak i na przyszłość.

Zarząd majątkiem osobistym jednego z małżonków

Kodeks rodzinny i opiekuńczy przewiduje zasadę wzajemnej reprezentacji małżonków w sprawach zwykłego zarządu majątkiem jednego z małżonków w razie przemijającej przeszkody. Nie jest wtedy wymagane dodatkowe pełnomocnictwo do sprawowania takiego zarządu, jednak brak zgody małżonka na taką reprezentację wyklucza ją w całości. Zwykły zarząd obejmuje zarówno czynności prawne, jak i faktyczne związane z normalnym korzystaniem z majątku i jego poszczególnych składników.

Najem lokalu mieszkalnego

Jedną z najpowszechniejszych form zaspokajania potrzeb mieszkaniowych jest najem lokalu mieszkalnego. Małżonkowie są najemcami lokalu bez względu na istniejące między nimi stosunki majątkowe, jeżeli nawiązanie stosunku najmu lokalu mającego służyć zaspokojeniu potrzeb mieszkaniowych założonej przez nich rodziny nastąpiło w czasie trwania małżeństwa. Jeżeli między małżonkami istnieje rozdzielność majątkowa albo rozdzielność majątkowa z wyrównaniem dorobków do wspólności najmu stosuje się odpowiednio przepisy o wspólności ustawowej. Ustanie wspólności majątkowej w czasie trwania małżeństwa nie powoduje ustania wspólności najmu lokalu mającego służyć zaspokojeniu potrzeb mieszkaniowych rodziny. Sąd, stosując odpowiednio przepisy o ustanowieniu w wyroku rozdzielności majątkowej, może z ważnych powodów na żądanie jednego z małżonków znieść wspólność najmu lokalu. (Art. 680¹ § 1 i §2 kodeksu cywilnego)

FISZKA DRUGA - USTROJE MAJATKOWE

W braku umownego reżimu majątkowego małżeńskiego, małżonkowie pozostają we wspólności ustawowej małżeńskiej. Małżonkowie mogą zawrzeć umowę majątkową małżeńską, mocą której mogą:

- a) rozszerzyć lub ograniczyć wspólność ustawową;
- b) ustanowić rozdzielność majątkową;
- c) ustanowić rozdzielność majątkową z wyrównaniem dorobków.

Na skutek orzeczenia separacji, ubezwłasnowolnienia jednego ze współmałżonków, ogłoszenia upadłości małżonka oraz uwzględnienia przez sąd powództwa o ustanowienie rozdzielności majątkowej powstaje między małżonkami ustrój rozdzielności majątkowej małżeńskiej.

Wstęp

Jeżeli małżonkowie przed zawarciem małżeństwa nie zawarli umowy majątkowej małżeńskiej, to po zawarciu przez nich związku małżeńskiego w ich małżeństwie obowiązuje ustrój ustawowy (art. 31 KRO). Mogą oni jednak dokonać wyboru innego ustroju majątkowego. Treścią umowy majątkowej małżeńskiej jest wybór określonego ustroju majątkowego małżeńskiego. Co do zasady prawo polskie nie przewiduje możliwości dowolnego kształtowania umów zawieranych pomiędzy małżonkami (umowa majątkowa małżeńska zmieniająca przepisy o danym ustroju umownym byłaby nieważna), a rodzaje ustrojów majątkowych małżeńskich stanowią katalog zamknięty.

Prawo polskie przewidział dla każdego małżeństwa jeden określony ustrój majątkowy, w umowie majątkowej małżeńskiej nie można łączyć elementów charakterystycznych dla różnych majątkowych małżeńskich, np. ustrój wspólności umownej z wyrównaniem dorobków), a dodatkowo ustrój, pod którego rządami pozostają małżonkowie odnosi się do całości majątków małżonków (zarówno nieruchomości jak i ruchomego).

Ustrój wspólności ustawowej

Ustrój małżeńskiej wspólności ustawowej powstaje z chwilą zawarcia związku małżeńskiego, jak również, gdy małżonkowie w trakcie trwania małżeństwa rozwiążą umowę o ustanowieniu ustroju majątkowego umownego i nie wprowadzą regulacji dotyczących wyboru innego ustroju. Ustrój ten ustaje z chwilą wprowadzenia ustroju umownego, a także z chwilą rozwiązania małżeństwa. Wspólność ustawowa ustaje także w przypadku orzeczenia przez sąd separacji w małżeństwie, ubezwłasnowolnienia małżonka lub ogłoszenia upadłości małżonka.

W praktyce największa liczba małżeństw pozostaje we wspólności ustawowej. Osoba prowadząca działalność gospodarczą podlega wpisowi do Centralnej Ewidencji i Informacji o Działalności Gospodarczej. We wpisie ujawnia się także informację czy w małżeństwie przedsiębiorcy obowiązuje lub nie wspólność ustawowa.

W małżeństwie, w którym obowiązuje ustrój wspólności ustawowej rozróżnia się trzy masy majątkowe: majątek wspólny obojga małżonków oraz majątki

osobiste żony i męża. Jeśli określone prawo wchodzi do majątku wspólnego małżonków, to przysługuje im ono wspólnie i oboje są podmiotami tego prawa. Wspólność ustawowa charakteryzuje się tym, iż w trakcie jej trwania nie można dokonać podziału majątku wspólnego, ani też małżonkowie nie mogą rozporządzać udziałem w majątku wspólnym, ani zobowiązać się do rozporządzenia udziałem, który w razie ustania wspólności przypadnie im w majątku wspólnym lub w poszczególnych przedmiotach należących do tego majątku (art. 35 KRO).

Wierzyciele jednego z małżonków nie mogą też żądać zaspokojenia z udziału, który w razie ustania wspólności przypadnie małżonkowi dłużnikowi.

O przynależności konkretnego przedmiotu do określonego majątku decyduje definitywnie moment jego nabycia (przed lub po zawarciu związku małżeńskiego).

1/ majątek wspólny

Zgodnie z brzmieniem art. 31 § 2 KRO do majątku wspólnego należą w szczególności:

- a) pobrane wynagrodzenie za pracę i dochody z innej działalności zarobkowej każdego z małżonków;

Wynagrodzenie obejmuje wszelkie świadczenia zasadnicze i dodatkowe, na równi z wynagrodzeniem traktuje się odprawy, zasiłki, diety, emerytury, renty, stypendia.

- b) dochody z majątku wspólnego, jak również z majątku osobistego każdego z małżonków;

Chodzi o dochody z działalności zarobkowej, czyli ciągłej i systematycznej aktywności małżonka.

- c) środki zgromadzone na rachunku otwartego lub pracowniczego funduszu emerytalnego każdego z małżonków;

- d) kwoty składek zewidencjonowanych na subkoncie, o którym mowa w art. 40a ustawy z dnia 13 października 1998 r. o systemie ubezpieczeń społecznych.

2/ majątek osobisty

Kodeks rodzinny i opiekuńczy zawiera katalog zamknięty przedmiotów wchodzących w skład majątku osobistego każdego z małżonków (art. 33 KRO), są nimi:

- 1) przedmioty majątkowe nabyte przed powstaniem wspólności ustawowej;
- 2) przedmioty majątkowe nabyte przez dziedziczenie, zapis lub darowiznę, chyba że spadkodawca lub darczyńca inaczej postanowił;
- 3) prawa majątkowe wynikające ze wspólności łącznej podlegającej odrębnym przepisom;
- 4) przedmioty majątkowe służące wyłącznie do zaspokajania osobistych potrzeb jednego z małżonków;
- 5) prawa niezbywalne, które mogą przysługiwać tylko jednej osobie;
- 6) przedmioty uzyskane z tytułu odszkodowania za uszkodzenie ciała lub wywołanie rozstroju zdrowia albo z tytułu zadośćuczynienia za doznaną krzywdę; nie dotyczy to jednak renty należnej poszkodowanemu małżonkowi z powodu całkowitej lub częściowej utraty zdolności do pracy zarobkowej albo z powodu zwiększenia się jego potrzeb lub zmniejszenia widoków powodzenia na przyszłość;
- 7) wierzytelności z tytułu wynagrodzenia za pracę lub z tytułu innej działalności zarobkowej jednego z małżonków;

- 8) przedmioty majątkowe uzyskane z tytułu nagrody za osobiste osiągnięcia jednego z małżonków;
- 9) prawa autorskie i prawa pokrewne, prawa własności przemysłowej oraz inne prawa twórcy;
- 10) przedmioty majątkowe nabyte w zamian za składniki majątku osobistego, chyba że przepis szczególny stanowi inaczej.

Wymienione wyżej przedmioty majątkowe wchodzi w skład majątków osobistych małżonków z mocy prawa. Jedynie w drodze umowy majątkowej małżeńskiej małżonkowie mogą rozszerzyć wspólność ustawową na te przedmioty lub włączyć do ich majątków osobistych inne przedmioty, nieprzewidziane w art. 33 KRO. W takim przypadku małżonkowie decydują o losie prawnych określonych kategorii przedmiotów majątkowych, a nie poszczególnych zindywidualizowanych składników majątku.

Istnieje też możliwość dokonywania w czasie trwania wspólności ustawowej, w drodze czynności prawnych pomiędzy małżonkami, przesunięć majątkowych między ich majątkami osobistymi, a majątkiem wspólnym. Przesunięcia majątkowe są czynnościami prawnymi dotyczącymi konkretnych zindywidualizowanych przedmiotów.

W prawie polskim małżonkowie zachowują możliwość swobodnego dysponowania składnikami swoich majątków osobistych, w tym mogą dokonywać w tym zakresie czynności między sobą (np. darowizn).

3/ zgoda małżonka na dokonanie czynności

Jest zasadą, że każdy z małżonków dowolnie gospodaruje majątkiem wspólnym.

Jednak do dokonania niektórych czynności wymagane jest zgodne działanie małżonków. Art. 37 KRO enumeratywnie wylicza czynności, do których niezbędna jest zgoda drugiego małżonka:

- 1) czynność prawna prowadząca do zbycia, obciążenia, odpłatnego nabycia nieruchomości lub użytkowania wieczystego, jak również prowadząca do oddania nieruchomości do używania lub pobierania z niej pożytków;
- 2) czynność prawna prowadząca do zbycia, obciążenia, odpłatnego nabycia prawa rzeczowego, którego przedmiotem jest budynek lub lokal;
- 3) czynność prawna prowadząca do zbycia, obciążenia, odpłatnego nabycia i wydzierżawienia gospodarstwa rolnego lub przedsiębiorstwa;
- 4) darowizna z majątku wspólnego, z wyjątkiem drobnych darowizn zwyczajowo przyjętych.

Zakłada się, że celem zgody drugiego z małżonków do dokonania powyższych czynności jest zapewnienie ochrony majątku wspólnego małżonków w interesie rodziny.

Brak zgody drugiego z małżonków na dokonanie czynności prawnej wymienionej w katalogu z art. 37 KRO, odmowa jej potwierdzenia lub ustanie możliwości potwierdzenia takiej czynności, w szczególności przez upływ wyznaczonego przez drugą stronę czynności terminu do jej potwierdzenia, powodują, że czynność jest bezwzględnie nieważna od chwili jej zawarcia (*ex tunc*).

4/ odpowiedzialność małżonków z majątku wspólnego za zobowiązania zaciągnięte przez jednego z nich

Jeśli jedno z małżonków zaciągnęło zobowiązanie za zgodą drugiego z nich, wierzyciel może żądać zaspokojenia nie tylko z majątku osobistego dłużnika, ale także z całego majątku wspólnego małżonków.

Jeśli zaś małżonek zaciągnął zobowiązanie bez zgody współmałżonka, wierzyciel może żądać zaspokojenia z majątku osobistego dłużnika i z wchodzących w skład majątku wspólnego małżonków pobranego przez dłużnika wynagrodzenia za pracę lub dochodów uzyskanych przez niego z innej działalności zarobkowej oraz korzyści uzyskanych z jego praw autorskich i praw pokrewnych, praw własności przemysłowej oraz innych praw twórcy, natomiast, jeżeli wierzytelność powstała w związku z prowadzeniem przedsiębiorstwa należącego do majątku wspólnego dłużnika i jego małżonka, także z przedmiotów majątkowych wchodzących w skład tego przedsiębiorstwa. Odpowiedzialność wobec wierzyciela zatem obejmuje w tym wypadku cały majątek osobisty dłużnika, w tym wierzytelności z tytułu wynagrodzenia za pracę lub z tytułu innej działalności zarobkowej.

FISZKA TRZECIA changement de régime matrimonial

Co do zasady małżonkowie w każdym czasie mogą zmienić wiążący ich ustrój majątkowy małżeński. Nie wymaga się tu zgody osób trzecich, czy sądu.

Pewne ograniczenie wynika z uprawnienia wierzyciela małżonka. Wierzyciel jednego z małżonków może żądać ustanowienia przez sąd rozdzielności majątkowej, jeżeli uprawdopodobni, że zaspokojenie wierzytelności stwierdzonej tytułem wykonawczym wymaga dokonania podziału majątku wspólnego małżonków. W takim przypadku, małżonkowie mogą zawrzeć umowę majątkową małżeńską po dokonaniu podziału majątku wspólnego lub po uzyskaniu przez wierzyciela zabezpieczenia, albo zaspokojenia wierzytelności, lub po upływie trzech lat od ustanowienia rozdzielności. (art. 52. Kriop).

FISZKA CZWARTA- UMOWY MAJĄTKOWE MAŁŻEŃSKIE

Forma i treść umów majątkowych małżeńskich; zakres swobody stron.

Zasady ogólne

Małżonkowie mogą ukształtować małżeński ustrój majątkowy w sposób odmienny niż ustrój ustawowy, przewidziany przez przepisy Kodeksu rodzinnego i opiekuńczego, poprzez zawarcie majątkowej umowy małżeńskiej. Umowa taka wymaga dla swej ważności formy aktu notarialnego. Polskie prawo nie wprowadza żadnych ograniczeń czasowych do zawarcia takiej umowy, może być ona zawarta przed zawarciem związku małżeńskiego, w dowolnym momencie jego trwania, a małżonkowie mogą również w każdym czasie umowny ustrój majątkowy zmienić, poprzez rozwiązanie umowy majątkowej małżeńskiej lub zawarcie nowej umowy majątkowej małżeńskiej, zmieniającej obowiązujący ich wcześniej umowny małżeński ustrój majątkowy. W każdym z takich przypadków wymagana jest forma aktu notarialnego.

Wyjątkiem od tej zasady jest pozostawanie przez małżonków w ustroju tzw. przymusowej rozdzielności majątkowej, a więc orzeczonej przez sąd z ważnych powodów, na żądanie któregośkolwiek z małżonków. W takim przypadku nie jest dopuszczalna zmiana ustroju rozdzielności majątkowej, poprzez zawarcie przez małżonków umowy majątkowej.

W polskim systemie prawnym nie istnieje rejestr umów majątkowych małżeńskich, a fakt zawarcia takiej umowy, nie jest odnotowywany w aktach stanu cywilnego.

W przypadku wspólników spółek osobowych: jawnej, komandytowej lub partnerskiej można ujawnić w prowadzonym dla spółek handlowych rejestrze przedsiębiorców Krajowego Rejestru Sądowego informację o zawarciu umowy majątkowej małżeńskiej przez wspólnika.

Małżonek może powoływać się względem innych osób na umowę majątkową małżeńską, jedynie wtedy gdy jej zawarcie oraz rodzaj były tym osobom wiadome.

Ukształtowanie przez małżonków ich majątkowego ustroju umownego nie jest całkowicie swobodne. Małżonkowie mogą jedynie:

- 5) rozszerzyć wspólność ustawową,
- 6) ograniczyć wspólność ustawową,
- 7) ustanowić rozdzielnosc majątkową (pełną),
- 8) ustanowić rozdzielnosc majątkową z wyrównaniem dorobków.

Umowa rozszerzająca wspólność ustawową

Małżonkowie mogą rozszerzyć umownie wspólność ustawową, na niektóre kategorie przedmiotów i praw majątkowych, które zgodnie z Kodeksem rodzinnym i opiekuńczym, stanowią ich majątek osobisty, a są to:

- 1) przedmioty majątkowe nabyte przed powstaniem wspólności ustawowej,
- 2) przedmioty majątkowe służące wyłącznie do zaspokajania osobistych potrzeb jednego z małżonków,

- 3) przedmioty uzyskane z tytułu odszkodowania za uszkodzenie ciała lub wywołanie rozstroju zdrowia albo z tytułu zadośćuczynienia za doznaną krzywdę; nie dotyczy to jednak renty należnej poszkodowanemu małżonkowi z powodu całkowitej lub częściowej utraty zdolności do pracy zarobkowej albo z powodu zwiększenia się jego potrzeb lub zmniejszenia widoków powodzenia na przyszłość;
- 4) wierzytelności z tytułu wynagrodzenia za pracę lub z tytułu innej działalności zarobkowej jednego z małżonków;
- 5) przedmioty majątkowe uzyskane z tytułu nagrody za osobiste osiągnięcia jednego z małżonków;
- 6) prawa autorskie i prawa pokrewne, prawa własności przemysłowej oraz inne prawa twórcy;
- 7) przedmioty majątkowe nabyte w zamian za składniki majątku osobistego.

Nie wszystkie jednak składniki majątku osobistego mogą, poprzez umowę majątkową małżeńską, stać się majątkiem wspólnym. Wyłączenie to dotyczy:

- 1) przedmiotów majątkowych, które przypadną małżonkowi z tytułu dziedziczenia, zapisu lub darowizny;
- 2) praw majątkowych, które wynikają ze wspólności łącznej podlegającej odrębnym przepisom (np. majątek spółki cywilnej lub spółki osobowej, którym współnikiem jest jeden z małżonków)
- 3) prawa niezbywalne, które mogą przysługiwać tylko jednej osobie (np. służebności osobiste),
- 4) wierzytelności z tytułu odszkodowania za uszkodzenie ciała lub wywołanie rozstroju zdrowia, o ile nie wchodzi one do wspólności ustawowej, jak również wierzytelności z tytułu zadośćuczynienia za doznaną krzywdę;
- 5) niewymagalne jeszcze wierzytelności o wynagrodzenie za pracę lub z tytułu innej działalności zarobkowej każdego z małżonków.

W umowie rozszerzającej małżeńską wspólność ustawową, małżonkowie mogą postanowić, iż po ustaniu tej wspólności ich udziały w majątku wspólnym nie będą równe, ale określić wysokość tych udziałów w nierównych wysokościach. Musi to jednak dotyczyć wszystkich składników majątku wspólnego, a nie jedynie niektórych z nich.

Umowa ograniczająca wspólność majątkową

Ograniczenie wspólności ustawowej polega na wyłączeniu z majątku wspólnego niektórych jego składników, które zgodnie z Kodeksem rodzinnym i opiekuńczym należą do majątku wspólnego. Kodeks ten nie zawiera w tym zakresie żadnych ograniczeń⁴.

W umowie ograniczającej małżeńską wspólność ustawową, małżonkowie mogą postanowić, iż po ustaniu wspólności ich udziały w majątku wspólnym nie będą równe, ale określić wysokość tych udziałów w nierównych wysokościach. Musi to jednak dotyczyć wszystkich składników majątku wspólnego, objętych ograniczoną wspólnością ustawową, nie jedynie niektórych z nich.

Umowa ustanawiająca rozdzielną wspólność majątkową (pełną)

Ustanowienie rozdzielną wspólności majątkowej małżeńskiej przed zawarciem związku małżeńskiego, skutkuje tym, iż każdy z małżonków zachowuje swój majątek nabyty przed zawarciem związku małżeńskiego, jak i po jego zawarciu, i

⁴ Z uwzględnieniem Ustroju podstawowego (*Le Régime Pimaire*)

zarządza nim samodzielnie. W takim przypadku nie dochodzi do powstania majątku wspólnego, a więc z punktu widzenia majątkowego małżonkowie traktowani są jak dwa całkowicie odrębne podmioty prawa, z uwzględnieniem zasad ustroju podstawowego (Le Régime Pimaire).

Jeśli rozdzielnosc majątkowa powstaje w miejsce obowiązującej wcześniej wspólności majątkowej (ustawowej lub umownej), małżonek zachowuje to, co przypadło mu w wyniku podziału majątku wspólnego oraz majątek nabyty po zawarciu umowy wprowadzającej rozdzielnosc majątkową. Zawarcie umowy ustanawiającej rozdzielnosc majątkową, nie wiąże się obligatoryjnie z zawarciem umowy o podział majątku wspólnego. Jednak dopiero jej zawarcie, daje możliwość każdemu z małżonków do swobodnego i w pełni skutecznego rozporządzania składnikami majątkowymi, które przypadną mu, w wyniku podziału majątku wspólnego. Jeśli w skład majątku wspólnego wchodzi nieruchomosc, umowa o podział majątku wymaga formy aktu notarialnego.

Umowa ustanawiająca rozdzielnosc majątkową z wyrównaniem dorobków

Ustrój rozdzielnosci majątkowej z wyrównaniem dorobków ma na celu ochronę interesów majątkowych tego z małżonków, który na skutek wykonywania obowiązków rodzinnych, lub innych okolicznosci (np. stanu zdrowia lub trudnej sytuacji życiowej) nie mógł, w czasie trwania umowy majątkowej małżeńskiej ustanawiającej ten ustrój, powiększać swojego majątku.

Do momentu ustania rozdzielnosci majątkowej z wyrównaniem dorobków, nie ma żadnych różnic pomiędzy tym ustrojem, a ustrojem rozdzielnosci majątkowej (pełnej). Różnica pojawia się dopiero z chwilą ustania rozdzielnosci majątkowej, wtedy dopiero ten małżonek, którego dorobek jest mniejszy, niż dorobek drugiego małżonka, może uzyskać wyrównanie dorobku. Dorobek oznacza wzrost wartości majątku każdego z małżonków, od momentu zawarcia umowy małżeńskiej ustanawiającej ten ustrój, do jego ustania. Polski Kodeks rodzinny i opiekuńczy określa zasady obliczania wartości dorobków. Zgodnie z tymi zasadami:

A) niektóre kategorie składników majątkowych pomijane są przy ustalaniu wartości dorobku, a są to między innymi:

- 1) przedmioty majątkowe nabyte przed zawarciem umowy ustanawiającej rozdzielnosc majątkową z wyrównaniem dorobków,
- 2) przedmioty majątkowe nabyte przez dziedziczenie, zapis lub darowiznę, chyba że spadkodawca lub darczyńca inaczej postanowił;
- 3) prawa niezbywalne, które mogą przysługiwać tylko jednej osobie;

B) niektóre kategorie składników majątkowych doliczane są do wartości dorobków, w tym między innymi:

- 1) darowizny dokonane przez jednego z małżonków, z wyłączeniem darowizn na rzecz wspólnych zstępnych małżonków oraz drobnych zwyczajowo przyjętych darowizn na rzecz innych osób,
- 2) usługi świadczone osobiście przez jednego z małżonków na rzecz majątku drugiego małżonka,
- 3) nakłady i wydatki na majątek jednego małżonka z majątku drugiego małżonka.

Powyższe zasady nie mają jednak charakteru bezwzględnie obowiązującego i małżonkowie mogą w umowie ustanawiającej ten ustrój, wprowadzić inne zasady obliczania wartości dorobku.

Wyrównanie dorobków następuje poprzez zawarcie umowy pomiędzy małżonkami. Jeżeli na podstawie takiej umowy następuje przeniesienie własności nieruchomości, umowa wymaga formy aktu notarialnego.

Reżim prawny czynności między małżonkami

Czynności prawne pomiędzy małżonkami, mające za przedmiot przesunięcia poszczególnych składników majątkowych pomiędzy majątkiem wspólnym, a majątkiem osobistym jednego z małżonków, są dopuszczalne i nie są one zaliczane do umów majątkowych małżeńskich, ale mają one postać umów cywilnoprawnych (np. umów sprzedaży lub umów darowizny). Do takich przesunięć nie jest wymagana forma aktu notarialnego (obligatoryjna przy umowach majątkowych małżeńskich), za wyjątkiem tych przedmiotów, których przeniesienie wymaga takiej formy (np. nieruchomości, własnościowe prawa spółdzielcze). Takie przesunięcia majątkowe w czasie trwania wspólności majątkowej są jednak zakazane, jeżeli w wyniku ich dokonania, doszłoby do podziału całego majątku wspólnego małżonków.

Konsekwencje prawne rozvodu.

W polskim systemie prawnym rozwiązanie małżeństwa poprzez rozwód następuje wyłącznie na mocy wyroku sądu. Właściwe w tym zakresie są sądy okręgowe. Przesłanką orzeczenia rozvodu jest zupełny i trwały rozkład pożycia małżeńskiego. Ustanie małżeństwa następuje z chwilą uprawomocnienia się wyroku rozwodowego. Od tego momentu:

- 1) byli małżonkowie mogą zawrzeć nowe związki małżeńskie,
- 2) ustaje między małżonkami wspólność majątkowa (umowna lub ustawowa) i mogą oni żądać podziału majątku wspólnego (chyba że stosunki majątkowe małżonków uregulowane były w inny sposób, np. istniała między nimi rozdzielność majątkowa),
- 3) małżonkowie, których stosunki majątkowe podlegały umowie ustanawiającej rozdzielność majątkową z wyrównaniem dorobków, mogą żądać wyrównania dorobków,
- 4) następuje wyłączenie dziedziczenia ustawowego (byli małżonkowie mogą dziedziczyć po sobie jedynie na podstawie testamentu),
- 5) może powstać obowiązek alimentacyjny jednego z rozwiedzionych małżonków względem drugiego, jeśli:
 - żąda tego małżonek rozwiedziony, który znajduje się w niedostatku, a nie został on uznany przez sąd za wyłącznie winnego rozvodu,
 - żąda tego małżonek, który nie został uznany za winnego rozvodu, którego sytuacja materialna istotnie się pogorszyła, na skutek orzeczenia rozvodu, a drugi z małżonków został uznany za winnego rozvodu.

Sąd, w wyroku orzekającym rozwód:

- 1) rozstrzyga o władzy rodzicielskiej nad wspólnymi małoletnimi dziećmi małżonków i kontaktach rodziców z dzieckiem oraz o tym, w jakiej wysokości każdy z małżonków jest obowiązany do ponoszenia kosztów utrzymania i wychowania dzieci,
- 2) rozstrzyga o sposobie korzystania ze wspólnego mieszkania byłych małżonków,
- 3) na wniosek jednego z małżonków, może dokonać podziału majątku wspólnego, jeżeli przeprowadzenie tego podziału nie spowoduje nadmiernej zwłoki w postępowaniu rozwodowym.

Udział notariusza w procedurze rozvodu

Polska ustawa z dnia 14 lutego 1991 roku Prawo o notariacie, nie przyznaje notariuszowi żadnych uprawnień w procedurze rozwodowej. Warto jednak zaznaczyć, iż notariusz może uczestniczyć w tym postępowaniu jako mediator, na etapie poprzedzającym orzeczenie przez sąd rozvodu, jeśli istnieją widoki na utrzymanie małżeństwa, a sąd skieruje sprawę do mediacji. W takim przypadku notariusz nie wykonuje jednak czynności notarialnych, ale występuje jako mediator, po spełnieniu wymogów wynikających z przepisów regulujących funkcję mediatora, a także za zgodą właściwej rady izby notarialnej.

Udział notariusza w procedurze podziału majątku

Po ustaniu związku małżeńskiego, majątek wspólny byłych małżonków, określany jako współwłasność łączna, przekształca się we współwłasność w częściach ułamkowych. Udziały w majątku wspólnym każdego z małżonków są równe, chyba małżonkowie, w zawartej wcześniej umowie majątkowej małżeńskiej, określili inne wysokości tych udziałów.

Zawarcie umowy o podział majątku wspólnego nie jest obligatoryjne, ale gwarantuje ono pełną skuteczność czynności prawnych dokonanych przez jednego z małżonków, mających za przedmiot jego udział w składnikach majątkowych przypadających mu w majątku wspólnym. Dopiero z chwilą zawarcia umowy o podział majątku wspólnego, każdy z małżonków w sposób definitywny i ostateczny nabywa określone składniki majątkowe i może nimi w pełni skutecznie rozporządzać.

Podział majątku wspólnego może być dokonany przez sąd, może również podlegać umowie zawartej przez byłych małżonków. W przypadku sądowego podziału majątku, winien on obejmować cały majątek wspólny, a jedynie z ważnych powodów sąd może, ograniczyć podział do części majątku, zaś w przypadku umownego podziału może on być ograniczony do części majątku wspólnego.

Umowa podziału majątku wspólnego nie wymaga dla swej ważności formy szczególnej, chyba że, w skład tego majątku wchodzi składniki majątkowych, do których przeniesienia wymagana jest forma szczególna. Z punktu widzenia roli notariusza w procedurze umownego podziału majątku wspólnego, dotyczy to:

- nieruchomości, prawa użytkowania wieczystego, spółdzielczych własnościowych praw, gdyż dla ważności takiej umowy wymagana jest forma aktu notarialnego,
- przedsiębiorstwa, udziałów w spółkach z ograniczoną odpowiedzialnością, gdyż dla ważności takiej umowy wymagana jest forma z podpisem notarialnie poświadczonym.

Zawierając umowę podziału majątku wspólnego byli małżonkowie mają pełną swobodę w wyborze sposobu podziału majątku wspólnego. W umowie o podział majątku powinni również dokonać rozliczeń z tytułu wydatków i nakładów dokonanych z majątku wspólnego na majątki osobiste (z wyjątkiem wydatków i nakładów koniecznych na przedmioty majątkowe przynoszące dochód), a także zwrotu wydatków i nakładów, które zostały poczynione z majątków osobistych na majątek wspólny.

Akt notarialny, którego przedmiotem jest podział majątku wspólnego, obejmującego nieruchomość, prawo użytkowania wieczystego lub spółdzielcze własnościowe prawo, dla którego prowadzona jest księga wieczysta, zawiera wniosek o dokonanie w księgach wieczystych prowadzonych dla wymienionych praw, zmian własnościowych wynikających z dokonanego podziału.

FISZKA SZOSTA- MALZENSTWA POLSKO FRANCUSKIE – KWESTIE MAJATKOWE, REGULACJA KONWENCYJNA

W stosunkach między Polską a Francją obowiązuje umowa o prawie właściwym, jurysdykcji i wykonywaniu orzeczeń w zakresie prawa osobowego i rodzinnego sporządzona w Warszawie dnia 5 kwietnia 1967 r. (Dz. U. z dnia 10 lutego 1969 r.).

Regulacja umowna obowiązuje od dnia 1 marca 1969 roku.

Należy pamiętać, że prawo polskie zawsze traktuje obywatela polskiego za Polaka, nawet, jeżeli ma on podwójne obywatelstwo, np. francuskie oraz polskie. W takim przypadku małżeństwo Polaka i Polki posiadającej także obywatelstwo francuskie, będzie z punktu widzenia prawa polskiego traktowane, jako małżeństw podlegające prawu polskiemu. Wyjątkiem jest tu sytuacja, w której małżonkowie obywatele polscy mają miejsce zamieszkania we Francji, wówczas w braku wyboru prawa prawem właściwym dla ich stosunków majątkowych małżeńskich będzie prawo francuskie. Podobnie w przypadku małżeństwa obywateli francuskich zamieszkałych w Polsce.

W przypadku regulacji wynikającej z umowy międzynarodowej nie stosujemy tzw. odesłania.

Należy pamiętać, że niektóre reguły prawa polskiego oraz prawa francuskiego obowiązują małżonków bez względu na to jakie prawo jest właściwe oraz bez względu na rodzaj ustroju majątkowego małżeńskiego.

Prawo polskie nie zna instytucji rejestrowanych związków partnerskich (PACS) oraz małżeństw homoseksualnych. Uznania skuteczności w Polsce takich związków zawartych za granicą Polski ograniczone jest klauzulą porządku publicznego.

(Wybór prawa)

Zgodnie z tą umową małżonkowie, z których jedno jest obywatelem polskim, a drugie obywatelem francuskim, mogą dokonać wyboru prawa polskiego lub francuskiego, jako prawa właściwego dla ważności i skutków zawartej między nimi umowy majątkowej małżeńskiej. Jeżeli małżonkowie nie dokonali wyboru prawa właściwego dla umowy majątkowej małżeńskiej, a zawarli taką umowę na terytorium Polski lub Francji, przyjmuje się, że umowa ta podlega prawu państwa, na terenie, którego zawarli umowę majątkową małżeńską.

Ważnym skutkiem zawarcia umowy majątkowej małżeńskiej jest ustabilizowanie prawa właściwego dla oceny stosunków majątkowych małżeńskich w zakresie zawartej umowy. Raz wybrane prawo właściwe pozostaje w mocy do momentu zmiany zawartej między małżonkami umowy, bez względu na zmianę np. kraju miejsca zamieszkania. Prawo wybrane reguluje warunki ważności i skutki majątkowych umów małżeńskich. Podobnie prawo wskazane, jako właściwe przez miejsce zawarcia umowy majątkowej małżeńskiej, przy braku wyboru prawa właściwego, pozostaje w mocy do momentu zmiany zawartej między małżonkami umowy oraz reguluje warunki ważności i skutki majątkowych umów małżeńskich.

Formy majątkowych umów małżeńskich podlegają prawu polskiemu lub francuskiemu, w zależności od państwa na terytorium, którego umowa została zawarta.

Kwestia uregulowana jest w art. 6 umowy polsko francuskiej.

(Brak wyboru prawa)

Zgodnie z tą umową małżonkowie, jeżeli małżonkowie nie wybrali prawa właściwego dla majątkowej umowy małżeńskiej lub prawa tego nie wskazano, jako właściwego, przez zawarcie umowy majątkowej małżeńskiej, zgodnie powyższym, wówczas stosunki prawne osobiste i majątkowe między małżonkami podlegają prawu polskiemu lub francuskiemu, w zależności na terytorium, którego z tych państw małżonkowie mają miejsce zamieszkania. Jeżeli jeden z małżonków zamieszkuje na terytorium Polski, a drugi - na terytorium Francji i jeżeli oboje małżonkowie posiadają to samo obywatelstwo, ich stosunki prawne osobiste i majątkowe podlegają prawu polskiemu lub francuskiemu, w zależności od tego, którego państwa są obywatelami. Jeżeli jeden z małżonków jest obywatelem Polski, a drugi obywatelem Francji i jeżeli jeden z nich zamieszkuje na terytorium Polski, a drugi na terytorium Francji, ich stosunki prawne osobiste i majątkowe podlegają prawu polskiemu lub francuskiemu, na której terytorium małżonkowie mieli ostatnie wspólne miejsce zamieszkania.

Należy pamiętać, że w tych przypadkach, prawo właściwe może ulec zmianie w trakcie małżeństwa, jeżeli zmieniają się okoliczności wyznaczające właściwość prawa polskiego lub francuskiego, np. posiadane obywatelstwo czy miejsce zamieszkania.

Kwestia uregulowana jest w art. 5 umowy polsko francuskiej.

(właściwość sądu)

W sprawach dotyczących stosunków prawnych między małżonkami, jak również w sprawach o unieważnienie małżeństwa, rozwód lub rozdział od stołu i łoża, jurysdykcja należy do sądów polskich lub francuskich, w zależności od tego na terytorium, którego państwa Polski czy Francji, małżonkowie mają lub mieli ostatnie miejsce zamieszkania.

Małżeństwa polsko francuskie – kwestie majątkowe, regulacja według ustawy polskiej

Stosunki majątkowe małżeńskie w małżeństwach polsko francuskich, co do zasady regulowane są umową o prawie właściwym, jurysdykcji i wykonywaniu orzeczeń w zakresie prawa osobowego i rodzinnego sporządzona w Warszawie dnia 5 kwietnia 1967 r. (Dz. U. z dnia 10 lutego 1969 r.) Jeżeli z okoliczności sprawy wynika, że umowa ta nie znajduje zastosowania, na przykład małżonkowie Polak i Francuzka zamieszkali są wspólnie od momentu zawarcia małżeństwa w Irlandii, wówczas znajdzie zastosowanie z punktu widzenia polskiego prawa ustawa z dnia 4 lutego 2011 r. Prawo prywatne międzynarodowe (Dz. U. z dnia 15 kwietnia 2011 r.). Ustawa ta obowiązuje począwszy od 16 maja 2011. Z punktu widzenia prawa francuskiego te same kwestie będą oceniane przepisami konwencji haskiej (patrz fiszki francuskie)

Należy pamiętać, że prawo polskie zawsze traktuje obywatela polskiego za Polaka, nawet, jeżeli ma on podwójne obywatelstwo, np. francuskie.

Prawo polskie nie zna instytucji rejestrowanych związków partnerskich (PACS) oraz małżeństw homoseksualnych. Uznania skuteczności w Polsce takich związków zawartych za granicą Polski ograniczone jest klauzulą porządku publicznego.

Należy pamiętać, że niektóre reguły prawa polskiego oraz prawa francuskiego obowiązują małżonków bez względu na to, jakie prawo jest właściwe oraz bez względu na rodzaj ustroju majątkowego małżeńskiego.

W przypadkach poza konwencyjnych stosujemy następujące reguły.

Stosunki osobiste i majątkowe między małżonkami podlegają każdorazowo wspólnemu prawu ojczystemu, to jest prawu polskiemu lub francuskiemu zależnie od posiadanego wspólnego obywatelstwa. W razie braku wspólnego prawa ojczystego stosuje się prawo państwa, w którym oboje małżonkowie mają miejsce zamieszkania, a w razie braku miejsca zamieszkania w tym samym państwie - prawo państwa, w którym oboje małżonkowie mają miejsce zwykłego pobytu. Jeżeli małżonkowie nie mają miejsca zwykłego pobytu w tym samym państwie, stosuje się prawo państwa, z którym małżonkowie w inny sposób są wspólnie najściślej związani. W powyższych przypadkach stosujemy tzw. odesłanie. Jeżeli prawo obce, wskazane jako właściwe przez ustawę niniejszą, każe stosować do danego stosunku prawnego prawo polskie, stosuje się prawo polskie.

